



Rapport financier 2008



Sommaire

● Renseignements concernant la société	p 4
● Attestation du rapport financier annuel	p 4
● Rapport de gestion du Directoire	p 5
● Rapport du Conseil de Surveillance	p 17
● Rapport du Président du Conseil de Surveillance	p 18
● Etats financiers consolidés au 31 décembre 2008	
Bilan consolidé	p 21
Compte de résultat consolidé	p 22
Tableau consolidé des flux de trésorerie	p 23
Variation des capitaux propres	p 24
Etat consolidé des produits et charges comptabilisés	p 24
Notes aux états financiers consolidés	p 25
● Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	p 46
● Comptes annuels 2008 de VM Matériaux	
Bilan au 31 décembre 2008	p 47
Compte de résultat	p 49
Annexe aux comptes sociaux	p 50
● Filiales et participations	p 56
● Résultats financiers des cinq derniers exercices	p 58
● Rapport des commissaires aux comptes art. L 225-235	p 59
● Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	p 60
● Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés ..	p 61
● Résolutions	p 62

Renseignements concernant la société

Identité

Dénomination sociale :

VM Matériaux

Date de création de la société :

1941

Nationalité :

Française

Forme Juridique :

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social :

Route de la Roche-sur-Yon
85260 L'HERBERGEMENT

Registre du Commerce et des Sociétés :

545 550 162 RCS LA ROCHE-SUR-YON

Code APE :

7010Z

Durée :

La société prendrait fin en 2058 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Objet social (extrait) :

La société a pour objet en France et dans tous pays directement ou indirectement :

- Le commerce, la fabrication, la mise en œuvre et le transport de tous matériaux et fournitures se rapportant au bâtiment, aux travaux publics et à l'environnement,
- L'acquisition et la gestion de tous biens mobiliers et immobiliers, notamment de toutes participations dans le capital de toutes sociétés françaises ou étrangères,
- La prestation de tous services se rapportant aux activités ci-dessus exposées.

Exercice social :

du 1^{er} janvier au 31 décembre

Capital et caractéristiques**(au 31 décembre 2008) :**

Le capital est de 4 280 500,50 €. Il est divisé en 2 853 667 actions d'une valeur nominale de 1,50 € chacune, toutes entièrement libérées et portant jouissance courante.

Introduction en Bourse :

Le 17 mai 1990

Codes Boursiers :

- ISIN : FR0000066540
- Reuters : VMMP.NT
- Bloomberg : VMM.FP
- Code mnémorique : VMMA

Appartenance aux indices :

SBF 250, CAC Mid et Small 190

Euronext Paris :

Compartiment C d'Eurolist

Répartition statutaire des bénéfices :

Le bénéfice distribuable est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Responsables de l'information :

Messieurs Philippe AUDUREAU et Alain MARION
Tél. 02.51.08.08.08

Les documents et renseignements relatifs à la société sont mis à la disposition des actionnaires et du public au siège social ainsi que sur le site internet du Groupe (Espace finance) : www.vm-materiaux.fr

Conseil de Surveillance

Président du Conseil de Surveillance :

Dominique CAILLAUD

Vice-Président :

Olivier ROBIN

Membres du Conseil de Surveillance :

Messieurs Jérôme CAILLAUD, Pascal CAILLAUD, Armand FOURNIER, Louis-Marie PASQUIER, Christophe ROBIN, Hubert ROBIN.

Directoire

Président du Directoire :

Philippe AUDUREAU

Directeur général :

Alain MARION

Membres du Directoire :

Messieurs Dominique BEAUFRAND, Bruno CADUDAL, Jean-Charles CHAIGNE, Daniel ROBIN.

Contrôle

Commissaires aux Comptes titulaires :

ERNST & YOUNG ATLANTIQUE
46 bis, rue des Hauts Pavés
44000 NANTES

GROUPE Y BOISSEAU

52, rue Jacques-Yves Cousteau
85000 LA ROCHE-SUR-YON

Commissaires aux Comptes suppléants :

Monsieur Pierre JOUIS
46 bis, rue des Hauts Pavés
44000 NANTES

Monsieur Bernard GRONDIN

52, rue Jacques-Yves Cousteau
85000 LA ROCHE-SUR-YON

Attestation du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à L'HERBERGEMENT, le 2 mars 2009

Le Président du Directoire, Philippe AUDUREAU

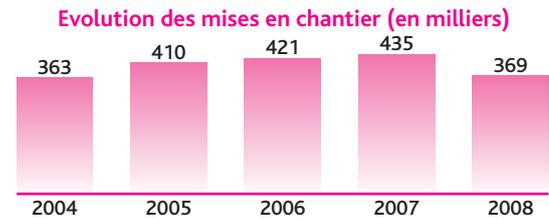
Rapport de gestion du Directoire

1 - Environnement économique et conjoncturel

L'année 2008 a été marquée par un recul important du marché de la construction de logements. En effet, avec 369 000 mises en chantier de logements, le marché est en repli de 15,7 % par rapport à l'année 2007.

Le nombre total de mises en chantier retrouve un niveau comparable à celui constaté en 2004.

Source : Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables - Résultats à fin décembre 2008 (France entière)



2 - Faits marquants

> Variation de périmètre

Les variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2008 sont les suivantes :

- En janvier 2008, le Groupe a pris une participation de 50 % dans le capital de la société Havraise de Matériaux. Avec sept agences de négoce de matériaux situées au Havre, à Rouen et à Caen, la Havraise de Matériaux a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 30,7 M€ avec 91 collaborateurs.
- En janvier 2008, la société Sefimat a pris une participation de 51 % dans Leader Mat Guadeloupe et ses filiales Leader Mat West Indies et Brico Leader. La société Joseph Cottrell, contrôlée à 50 % par VM et 50 % par Ares, a fait l'acquisition de 100 % des titres de Leader Mat Martinique. Ces sociétés regroupent

4 agences de négoce de matériaux basées en Guadeloupe, en Martinique et à Saint-Martin et ont réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 18,5 M€ avec 40 collaborateurs.

- En avril 2008, le Groupe a pris une participation de 70 % dans le groupe Bestkind implanté en Chine (Xiamen) et à Hong-Kong. Le groupe Bestkind spécialisé dans le négoce de pierre naturelle pour l'aménagement extérieur et la décoration intérieure a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 7,5 M\$ avec 30 collaborateurs.
- En juin 2008, le Groupe a acquis 100 % des titres de la société L Diffusion, agence de négoce de matériaux implantée à Brioux-sur-Boutonne (79). La société a réalisé un chiffre d'affaires de 3,5 M€ en 2007 avec 8 salariés.

En juillet 2008, le groupe VM Matériaux a finalisé l'acquisition de la société BTP Charpentes basée à Vouneuil (86). Cette société, intégrée à la branche d'activité Menuiserie Industrielle (Atlantem), a réalisé un chiffre d'affaires de 4,5 M€ en 2007 et compte 35 personnes.

Fin décembre 2008, le Groupe a également acheté la marque et le fonds de commerce Cominex France (filiale du groupe Rocamat), spécialiste de la distribution de pierre naturelle à destination des aménagements urbains.

> Composition du Conseil de Surveillance

Monsieur Christian CUNAUD, décédé le 5 août 2008, n'a pas été, à ce jour, remplacé.

3 - Comptes du Groupe

> Activité consolidée

Pour l'ensemble de l'exercice 2008, le groupe VM Matériaux enregistre un chiffre d'affaires de 656,1 M€, en croissance de 10 % par rapport à 2007 (+2,2 % à périmètre constant) malgré un environnement fortement dégradé.

Le chiffre d'affaires consolidé se répartit, par secteur, comme le montre le tableau ci-contre ▶

La bonne résistance globale du groupe VM Matériaux, malgré le recul des mises en chantier, s'appuie sur le marché, aujourd'hui plus porteur, de la rénovation et reflète la pertinence de la

Répartition du chiffre d'affaires consolidé (en M€)	2008	2007	Variation périmètre courant	Variation périmètre constant
Négoce de matériaux	526,9	480,3	9,7 %	0,5 %
Industrie du béton	49,9	47,0	6,2 %	6,2 %
Menuiserie industrielle	96,4	86,1	11,9 %	8,6 %
Divers	20,9	19,4	7,8 %	7,6 %
Eliminations inter-secteurs	-38,0	-36,2	4,8 %	2,2 %
Total CA consolidé	656,1	596,5	10,0 %	2,2 %

stratégie mise en œuvre par le Groupe depuis plusieurs années : le développement de trois

activités complémentaires et de sa présence dans les départements d'Outre Mer.

> Chiffre d'affaires géré

Le chiffre d'affaires que nous présentons ci-dessous correspond au chiffre d'affaires de toutes les

sociétés du Groupe, qu'elles soient consolidées par intégration globale, par intégration proportionnelle ou par mise en équivalence. Les sociétés consolidées par intégration proportionnelle sont

Cottrell, Point Bois, Foncière Xylo, Isiland, HM Matériaux et Leader Mat Martinique. Les sociétés consolidées par mise en équivalence sont PPL, le groupe Vendée Béton (Vendée Béton, BIV, CH Béton, Béton des Olonnes) et Immo Athimat.

Répartition du chiffre d'affaires par activité (en M€)	2008	2007	Variation
Négoce de matériaux	573,0	500,3	14,5 %
Industrie du béton	89,7	89,7	-
Menuiserie industrielle	96,4	86,1	12,0 %
Total CA des activités gérées	759,1	676,1	12,3 %
Divers (prestations Groupe)	20,9	19,4	-
Total CA des sociétés gérées	780,0	695,5	12,2 %
A déduire sociétés consolidées par intégration proportionnelle et par mise en équivalence	-85,9	-62,8	-
Eliminations inter-secteurs	-38,0	-36,2	-
Total CA consolidé	656,1	596,5	10,0 %

Le chiffre d'affaires géré du Groupe se répartit comme suit :

- négoce de matériaux : 75 %
- industrie du béton : 12 %
- menuiserie industrielle : 13 %

Le secteur "Divers" correspond principalement aux prestations générales que la société mère du Groupe, VM Matériaux, facture à ses filiales, chiffre d'affaires quasiment éliminé pour l'établissement du chiffre d'affaires consolidé.

> Résultat consolidé

Les soldes intermédiaires de gestion comparés des années 2008 et 2007 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 34 M€ (5,2 % du chiffre d'affaires) en hausse de 0,6 M€, soit +1,8 % par rapport à celui de l'année 2007 (33,4 M€, soit 5,6 %). Cette progression s'explique

par l'intégration des acquisitions récentes. A périmètre constant, la rentabilité est en recul à 5 % du chiffre d'affaires. Cette baisse, malgré une amélioration de la marge, s'explique principalement par la hausse des charges externes et des charges de personnel.

Le résultat opérationnel diminue de 2,3 %, à 34 M€ contre 34,8 M€ en 2007. Cette baisse s'explique par la constatation en 2007 de produits

opérationnels relatifs à des cessions d'immobilier et à un écart d'acquisition négatif.

La charge financière nette s'élève à 4,5 M€, soit 0,7 % du chiffre d'affaires contre 0,6 % en 2007 (3,5 M€). Les charges financières augmentent sous le double effet des investissements 2008 et de la hausse des taux d'intérêts. Cette hausse est toutefois limitée par la mise en place d'instruments financiers de couverture au cours de l'année 2008.

Le résultat des sociétés consolidées par mise en équivalence est stable à 0,3 M€.

Le résultat net après impôt ressort à 19,7 M€, contre 21,2 M€ en 2007, en baisse de 6,7 %.

Le résultat par action s'établit à 6,8 €, contre 7,6 € en 2007.

En M€	2008	2007	Variation
Chiffre d'affaires	656,1	596,5	10,0 %
Résultat opérationnel courant	34,0	33,4	1,8 %
Résultat opérationnel	34,0	34,8	-2,3 %
Résultat avant impôt	29,5	31,2	-5,6 %
Quote-part des sociétés mises en équivalence	0,3	0,3	-
Résultat net consolidé	19,7	21,2	-6,7 %

> Résultat par secteur d'activité

Résultat opérationnel courant (en M€)	2008		2007		variation 2008/2007
	montant	% CA	montant	% CA	
Total chiffre d'affaires	656,1	-	596,5	-	10,0 %
- Négoce	21,2	4,0 %	20,8	4,3 %	2,0 %
- Menuiserie	6,6	6,9 %	5,1	5,9 %	30,7 %
- Béton	3,0	6,0 %	3,7	7,9 %	-19,5 %
- Autres	3,2	-	3,8	-	-
Total Résultat opérationnel courant	34,0	5,2 %	33,4	5,6 %	1,8 %

> Structure financière

Le bilan du Groupe se présente comme ci-dessous.

En M€	2008	2007
Actif non courant	136,5	115,2
Actif courant	234,0	225,4
Capitaux propres	109,4	93,7
Passif non courant	72,6	48,9
Passif courant	188,5	198,0
Total du bilan	370,5	340,6

> Actif non courant

L'évolution de nos actifs immobilisés (non courants) se décompose comme suit :

- 13,3 M€ d'investissements d'exploitation contre 17,3 M€ en 2007,
- 17,8 M€ d'immobilisations nettes liées à la variation de périmètre (dont écart d'acquisition),
- 0,3 M€ de désinvestissement net,
- 10,2 M€ de dotations aux amortissements,
- 0,6 M€ d'écart de conversion.

Le ratio "actifs non courants sur capitaux permanents (capitaux propres et endettement à plus d'un an)" ressort à 0,81 contre 0,87 en 2007.

> Capitaux propres part du Groupe

Les capitaux propres part du Groupe s'établissent à 104,6 M€ contre 92,6 M€ en 2007. Les principales variations de ces capitaux propres sont les suivantes :

- résultat 2008 part du Groupe : 18,9 M€
- distribution de dividende : -5,9 M€
- rachat d'actions propres : -0,5 M€
- avantages au personnel : +0,4 M€
- instruments financiers : -1,6 M€
- écart de conversion : +0,6 M€

Les avantages au personnel se composent des écarts actuariels liés aux indemnités de fin de carrière directement imputables en capitaux propres et aux coûts des options d'achat ou de souscription d'actions.

> Dettes financières

La dette financière nette s'établit comme suit au 31 décembre 2008 :

En M€	2008	2007
A plus d'un an	59,1	38,2
A moins d'un an	38,0	31,1
Trésorerie disponible	17,2	10,7
Endettement net	79,9	58,6

La dette financière nette représente 73 % des capitaux propres contre 63 % à fin 2007.

> Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie se répartissent comme suit :

En M€	2008	2007
Flux générés par l'activité	26,3	9,5
Flux liés aux opérations d'investissement	-34,6	-40,8
Flux liés aux opérations de financement	15,1	27,1
Incidence de la variation des taux de change	0,2	-

La variation de trésorerie qui en découle est positive de 7 M€ contre une variation négative de 4,1 M€ en 2007.

> Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement et du paiement de l'impôt s'établit à 45 M€ contre 44,3 M€ en 2007.

4 - Comptes de VM Matériaux

> Activité

Le chiffre d'affaires de la société VM Matériaux, société mère du Groupe, est constitué principalement de prestations administratives, commerciales et informatiques ainsi que de locations immobilières et de mise à disposition de personnel. Celui-ci s'est élevé à 21,5 M€ en 2008 contre 19,7 M€ en 2007.

> Résultat

Le résultat d'exploitation s'élève à 4 M€ contre 4,6 M€ en 2007. Cette variation s'explique par le partenariat sportif (Odyssée VM avec Jean Le Cam), marqué en 2008 par le départ du Vendée Globe, et par l'augmentation des frais de structure dans le cadre du développement du Groupe. Le résultat financier est en hausse de 0,7 M€ pour atteindre 5,9 M€. Ce résultat intègre les dividendes perçus des filiales pour 7,1 M€ (5,2 M€ en 2007) et une charge financière de 1,4 M€ relative à la dépréciation des actions propres suite à la baisse du cours de l'action VM Matériaux. Le résultat net est de 8,6 M€ contre 7,7 M€ en 2007.

> Activité en matière de Recherche et Développement

Aucun frais de recherche et développement n'a été activé au cours de l'exercice.

> Charges non déductibles fiscalement

Les charges qui n'ont pas été déduites fiscalement sont les suivantes :

- amortissements excédentaires ou amortissements non déductibles pour 7 901 €
- taxe sur les véhicules de sociétés pour 21 492 €.

> Intégration fiscale

Le périmètre d'intégration est constitué de la SA VM Matériaux et des filiales suivantes :

- SA Naullet
- SAS Atlantem Industries
- SAS CIOB Moisan
- SAS Quartz
- SAS Financière VM Distribution
- SARL Quadra
- SA VM Distribution
- SARL Sumaca Centre
- SAS VM Centre Loire
- SCI de La Plaine
- SAS TBM
- SARL Financière VM Béton
- SNC VM Béton Services
- SARL VM Béton
- SARL VM Distribution Béton
- SAS Financière Blavet

> Répartition du capital

Evolution du capital sur les cinq dernières années :

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'actions composant le capital en début d'exercice	623 346	1 356 692	1 360 518	2 741 502	2 852 367
Nombre d'actions créées au cours de l'exercice :					
- par division du nominal du titre par deux	623 346	-	-	-	-
- par incorporation de réserves	-	-	1 367 909	-	-
- par augmentation de capital	110 000	-	-	-	-
- par levée d'options de souscription d'actions	-	3 320	4 775	12 560	1 300
- par exercice des bons de souscription d'actions	-	506	8 300	98 305	-
Nombre d'actions composant le capital en fin d'exercice	1 356 692	1 360 518	2 741 502	2 852 367	2 853 667
Capital social en euros	2 035 038	2 040 777	4 112 253	4 278 551	4 280 501

5- Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'OPA

Pour satisfaire à l'obligation des articles L 233-13 et L 225-100-3 du code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

> Structure du capital

Notre capital social s'établit à 4 280 501 €, réparti en 2 853 667 actions de 1,50 € chacune.

	2008		2007	
	% du capital	% droit vote	% du capital	% droit vote
Familles CAILLAUD-ROBIN	60,27 %	73,71 %	59,71 %	73,74 %
FCP Groupe VM	4,47 %	4,06 %	4,72 %	4,23 %
Autodétention	1,75 %	-	1,54 %	-
Public	33,51 %	22,23 %	34,03 %	22,03 %

> Participations significatives

La société civile SOFIRO détient plus des 3/20^{es} du capital et des droits de vote, la société civile SOFICA détient plus du 10^e du capital et plus des 3/20^{es} des droits de vote ; la société SICAT détient plus du vingtième du capital et des droits de vote, les sociétés d'investissement espagnoles gérées par BESTINVER GESTION, plus du vingtième du capital.

Conformément à l'article 11 de nos statuts, tout actionnaire détenant 1,5 % au moins du capital de la société est tenu d'en informer immédiatement la société par lettre recommandée avec avis de réception, cette obligation s'appliquant à chaque franchissement d'un multiple de ce pourcentage.

> Droit de vote double

Un droit de vote double est attribué depuis le 11 juin 2007 à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins.

> Restrictions statutaires et accords relatifs aux transferts d'actions

Aucune clause statutaire ne restreint leur libre cession. Elles peuvent être nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Un pacte d'actionnaires a été conclu le 26 juin 2002 entre les groupes familiaux CAILLAUD d'une part, et ROBIN d'autre part. Ce pacte a fait l'objet d'un avis au conseil des marchés financiers publié le 17 octobre 2003.

Par ailleurs, deux engagements collectifs de conservation d'actions ont été souscrits par les actionnaires familiaux, en date du 29 novembre 2008, dans le cadre des dispositions des articles 885-I bis et 787-B du Code Général des Impôts.

> Pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions

L'Assemblée Générale du 23 mai 2008 a autorisé le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de ladite assemblée, conformément aux dispositions des articles L225-209 et suivants du code de commerce et à celles du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, à procéder à des achats d'actions de la société, afin :

- d'attribuer les titres rachetés aux mandataires sociaux et/ou salariés de la société ou de son groupe dans le cadre des plans d'options d'achats d'actions, des attributions d'actions gratuites, au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion ou dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,
- de remettre les actions de la société, à la suite de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, aux porteurs des dites valeurs mobilières,
- de conserver ces actions et les remettre à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- d'animer le marché ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées par la société ne peut excéder 60 000 titres. Le nombre des actions détenues ne peut également excéder 10 % du capital social.

Le prix d'achat maximal par la société de ses propres actions ne peut excéder 160 € par action, le montant global affecté à ce programme de rachat ne pouvant être supérieur à 9 600 000 €.

> Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionariat du personnel

L'art 17-5 de nos statuts prévoit la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires par l'Assemblée Générale des actionnaires. Les candidats à la nomination sont désignés par le Conseil de Surveillance du fonds commun de placement des salariés du groupe VM Matériaux. L'Assemblée Générale du 25 mai 2007 a ainsi renouvelé le mandat de Monsieur Armand FOURNIER nommé à cette fonction en juin 2004.

> Actionariat salarial

Conformément aux dispositions de l'article L225-102 du code de commerce, nous vous indiquons la proportion du capital que représentent les actions détenues par les salariés au 31 décembre 2008 par l'intermédiaire de divers fonds communs de placement : 4,47 %, soit 127 466 actions.

> Autodétention

Depuis le 30 septembre 2005, la société a confié à Portzamparc SA la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005.

La société autodétient, au 31 décembre 2008, 46 098 actions VM Matériaux directement et 3 785 titres par le contrat de liquidité, soit un total d'autodétention de 49 883 titres représentant 1,75 % du capital social.

6 - Informations boursières

> Marché du titre VM Matériaux

L'action VM Matériaux est cotée sur le marché "Euronext Paris", compartiment C. Le nombre d'actions s'élève au 31 décembre 2008 à 2 853 667.

Au cours de l'exercice 2008, il a été créé 1 300 actions nouvelles par exercice d'options de souscription d'actions.

> Evolution du cours de bourse en 2008

Le nombre de titres échangés au cours de l'exercice 2008 a été de 357 250, soit une moyenne de 1 396 titres par séance contre 1 403 en 2007. Le total des capitaux échangés s'est élevé à 20 M€, soit une moyenne par séance de 75 815 € pour un cours moyen à la clôture de 52,72 €.

Le cours de bourse du 31 décembre 2008 s'établit à 33,50 € représentant une capitalisation boursière de 96 M€.

Mois	NB titres échangés	Capitaux en K€	Cours moyen clôture	Cours le + haut	Cours le + bas	Dernier cours
janv-08	43 989	2 948,49	66,02	76,00	58,15	62,50
févr-08	88 736	5 595,43	62,62	68,00	60,51	63,45
mars-08	9 741	618,35	63,89	67,20	59,05	62,15
avr-08	7 929	528,40	66,77	69,96	62,20	66,00
mai-08	21 084	1 430,39	67,97	73,09	63,41	64,03
juin-08	44 080	2 761,74	61,91	70,19	52,85	55,02
juil-08	13 883	651,67	48,15	55,02	42,00	50,22
août-08	13 873	705,62	50,98	53,00	48,70	49,70
sept-08	27 203	1 191,49	45,00	54,99	35,27	39,80
oct-08	26 309	947,86	35,20	40,60	30,44	33,10
nov-08	51 193	1 743,88	33,50	29,80	34,50	29,80
déc-08	9 230	285,26	30,62	34,00	29,70	33,50
janv-09	5 463	185,23	33,83	35,30	32,38	33,99
févr-09	7 171	222,35	31,20	33,60	30,00	30,61

> Rachat d'actions

Synthèse des achats et des ventes d'actions de l'exercice 2008

Au titre du programme autorisé par l'assemblée du 25 mai 2007, la société a procédé à :

- l'achat de 2 437 actions au prix moyen de 64,56 €
- la vente de 4 860 actions, dans le cadre des plans d'options, au prix moyen de 18,86 €.

Au titre du programme autorisé par l'assemblée du 23 mai 2008, la société a procédé à :

- l'achat de 7 630 actions au prix moyen de 42,89 €

Les achats de l'exercice 2008 représentent 0,35 % du capital.

Des actions ont également été acquises et cédées au titre du contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie approuvée par l'AFEI :

- nombre d'actions inscrites au nom de la société au 1^{er} janvier 2008 : 2 050
- nombre d'actions achetées : 9 724
- nombre d'actions vendues : 7 989
- nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31 décembre 2008 : 3 785

Situation au 28 février 2009

- % du capital auto-détenu : 1,48 %
- nombre de titres annulés : 0
- nombre de titres en portefeuille : 50 688
- valeur comptable du portefeuille : 1518
- valeur de marché du portefeuille : 1 561

7 - Filiales et participations

> Prises de participation

Conformément à l'article L 233-6 du code de commerce, nous vous informons des prises de participation, directes et indirectes, par la société au cours de l'exercice :

- 50 % du capital de la société Havraise de Matériaux.
- 51 % du capital de la société Leader Mat Guadeloupe et ses filiales Leader Mat West Indies et Brico Leader.
- 50 % de la société Leader Mat Martinique.
- 49 % des titres de la société Immo Athimat.
- 70 % du capital des sociétés Codipac et Bestkind.
- 70 % du capital de la société VM China qui détient 100 % de la société SXD.
- 100 % du capital de la société L Diffusion.
- 100 % du capital de la société BTP Charpentes.

Une fusion simplifiée des sociétés Montauban Matériaux, Standard et Megnier Distribution dans VM Distribution a été réalisée au 31 octobre 2008 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

Participations réciproques

Il n'y a pas de participations réciproques dans le Groupe.

> Activité et résultat des filiales

Tableau de comparaison 2007/2008 des chiffres d'affaires et des résultats des filiales et sous-filiales :

Sociétés	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires HT (en K€)		Résultat de l'exercice (en K€)		Observations
		2008	2007	2008	2007	
Négoce de matériaux de construction						
<i>Négoce Métropole</i>						
VM DISTRIBUTION	IG	435 731	311 917	9 524	5 197	
SNC VM DISTRIBUTION	IG	5 143	5 308	3 489	3 752	
VM CENTRE LOIRE	IG	-	-	60	68	
STANDARD	IG	-	1 280	-	-129	Fusionnée dans VMD en 2008
MEGNIEN DISTRIBUTION	IG	-	124 585	-	1 559	Fusionnée dans VMD en 2008
MONTAUBAN MATERIAUX	IG	-	4 753	-	-211	Fusionnée dans VMD en 2008
SAS PAUL THEBAULT	IG	10 937	12 642	-662	84	
SAS FARGEAUDOUX	IG	2 611	2 518	84	-164	
SARL EXELPAN	IG	710	650	28	-228	
SARL ISILAND	IP	1 151	1 148	69	83	
HM MATERIAUX	IP	32 543	-	610	-	Acquisition en 2008
L DIFFUSION	IG	4 148	-	136	-	Acquisition en 2008
BOIS DU BERRY	IG	3 838	3 809	208	195	
SAS EUROMAT	IG	178	512	47	60	
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	IG	-	-	2 455	7 047	
SCI JACATTE	IG	90	90	62	61	
SCI JACMI	IG	49	47	38	35	
SCI DE LA PLAINE	IG	145	128	69	65	
SUMACA CENTRE	IG	41	39	34	32	
SCI CROZET	IG	198	188	58	16	

Négoce DOM

SEFIMAT	IG	1 076	639	1 012	358	
SAPRO MARTINIQUE	IG	5 821	5 699	376	366	
LA DIMENSION	IG	2 530	2 872	26	125	
SAPRO GUADELOUPE	IG	4 495	3 910	125	58	
SOREPRO	IG	11 841	11 480	200	299	
VM SEFIMAT	IG	7 127	7 416	245	356	
VM REUNION	IG	1 323	273	3	-11	
JOSEPH COTTRELL	IP	40 080	36 260	965	848	
SAS POINT BOIS	IP	5 421	3 772	952	59	
LM GUADELOUPE	IG	8 814	-	3 327	-	Acquisition en 2008
LM WEST INDIES	IG	4 879	-	785	-	Acquisition en 2008
BRICO LEADER	IG	3 831	-	-53	-	Acquisition en 2008
LM MARTINIQUE	IP	6 150	-	160	-	Acquisition en 2008
SCI FLORENCE	IG	251	251	177	195	
SCI GUILLAUME	IG	125	118	102	96	
SCI JULIE	IG	137	137	19	23	
SNC FONCIERE XYLO	IP	67	60	17	9	
IMMO ATHIMAT	ME	-	-	-9	-	Création en 2008

Négoce Asie

VM CHINA	IG	-	-	-12	-	Création en 2008
VM ASIA	IG	184	370	-783	54	
BESTKIND	IG	3 518	-	429	-	Acquisition en 2008
CODIPAC	IG	2 704	-	286	-	Acquisition en 2008
SAN XIANG DA	IG	5 319	-	-109	-	Acquisition en 2008

IG : Intégration globale - IP : Intégration proportionnelle - ME : Mise en équivalence

> Activité et résultat des filiales (suite)

Sociétés	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires HT (en K€)		Résultat de l'exercice (en K€)		Observations
		2008	2007	2008	2007	
Industrie du béton & béton prêt à l'emploi						
NAULLET	IG	12 815	12 338	317	401	
VENDEE BETON CONTRÔLE	IG	6 302	6 509	212	234	
VM BETON AQUITAIN	IG	5 626	6 002	67	60	
PREFA PAYS DE LOIRE (PPL)	ME	12 912	12 814	325	526	
VENDEE BETON	ME	22 472	23 389	486	462	
VM BETON SERVICES	IG	1 146	983	-60	-4	
VM BETON DISTRIBUTION	IG	-	-	-	-	
VM BETON	IG	-	-	-	-	
SAS BETON 17	IG	2 090	1 869	130	158	
FINANCIERE VM BETON	IG	5	11	8	-60	
Menuiserie Industrielle						
ATLANTEM INDUSTRIES	IG	84 162	67 689	3 885	2 852	
SAS CIOB MOISAN	IG	4 513	4 884	233	377	
SAS QUARTZ	IG	13 859	13 916	-352	278	
BTP CHARPENTES	IG	4 156	-	200	-	Acquisition en 2008
SCI SOFIMOI	IG	14	2	1	1	
FINANCIERE BLAVET	IG	-	-	397	175	
SCI DUCLOS	IG	222	182	53	34	
SCI MAIZIERES	IG	60	58	18	20	
Autres						
T.B.M	IG	2 266	2 153	160	194	
QUADRA	IG	-	-	299	211	

IG : Intégration globale - IP : Intégration proportionnelle - ME : Mise en équivalence

8 - Evénements postérieurs à la clôture

> Croissance

En janvier 2009, le Groupe a acquis la société BTP Services. Implantée à la Réunion et spécialisée dans le négoce de matériaux pour les Travaux Publics, BTP Services se positionne comme leader sur son marché. En 2007, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 17,5 M€. Elle emploie aujourd'hui 18 personnes.

> Grève générale en Martinique et Guadeloupe

Les agences du Groupe basées aux Antilles ont été contraintes de réduire ou d'arrêter tempo-

rairement leurs activités en janvier et février suite à la grève générale qui a débuté le 20 janvier 2009.

> Perspectives 2009

Dans un contexte de marché fortement dégradé, le Groupe mène une politique de gestion rigoureuse sur ses prix de revient, ainsi que sur l'ensemble de ses dépenses de fonctionnement et temporeuse sa politique d'investissement.

Le Groupe entend favoriser les activités toujours en développement telles que les marchés de la rénovation. En parallèle, un programme de réduction des coûts d'exploitation a été engagé pour abaisser les charges externes tout en

préservant le long terme, c'est-à-dire les emplois et le patrimoine. Enfin, le Groupe demeure très vigilant quant à sa structure de bilan. Il a ainsi mis en place un plan d'optimisation des stocks tout en poursuivant une gestion attentive des créances clients et des actions de maîtrise de l'endettement.

Pour l'ensemble de l'exercice 2009, le Groupe reste prudent. Sur le 1^{er} trimestre 2009, l'activité est pénalisée par un marché du logement neuf en baisse d'environ 20 % et des conditions météorologiques défavorables en France métropolitaine. Les événements survenus aux Antilles impacteront également le chiffre d'affaires des premiers mois de l'année.

9 - Informations sociales

Effectif en équivalent temps plein, moyenne annuelle, par domaine d'activité

Négoce	1 620
Béton	176
Menuiserie	667
Siège social	151
EFFECTIF GROUPE CONSO	2 614
EFFECTIF SOCIETES EN EQUIV.	149
EFFECTIF GROUPE GERE	2 763

Effectif inscrit consolidé par collègue au 31 décembre 2008

Ouvriers	1 225	43,89 %
Etam	1 239	44,39 %
Cadres	327	11,72 %
Total	2 791	100,00 %

En 2008, le Groupe a recruté 239 nouveaux collaborateurs sous contrat à durée indéterminée. Ces recrutements ont concerné 121 ouvriers, 91 Etam et 27 cadres.

Ventilation de l'effectif par type de contrat

L'effectif consolidé au 31 décembre 2008 se répartit entre 2 655 contrats à durée indéterminée et 136 contrats à durée déterminée, dont 33 contrats en alternance.

Age moyen et ancienneté

Pour chacun des trois domaines d'activité du Groupe, l'âge moyen et l'ancienneté sont les suivants :

	Age moyen	Ancienneté moyenne
Négoce	41,33	10,56
Menuiserie	40,48	10,67
Béton	41,61	10,99
Groupe	41,33	10,88

Effectif sous statut de contrat à temps partiel

Le Groupe consolidé compte 114 contrats à temps partiel au 31 décembre 2008, correspondant à 77,17 équivalents temps plein.

Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe, il est peu fait appel à la sous-traitance. A titre indicatif, l'emploi de personnel en intérim (effectifs gérés) a représenté 3 203 K€ en 2008, soit 98 équivalents hommes (estimation sur la base de 152 heures travaillées par mois et par personne, avec un coût horaire moyen de 18 €).

Plan de réduction des effectifs

En 2008, le Groupe n'a procédé à aucun plan de réduction d'effectifs.

Organisation du temps de travail

L'ensemble du Groupe applique une organisation du travail sur la base de 35 heures :

- soit sous forme de modulation annuelle,
 - soit sur une moyenne de 35 heures de travail effectif sur une moyenne de 4 semaines,
 - soit sur la base de 35 heures hebdomadaires.
- Nous précisons en outre qu'au sein de TBM, notre filiale Transport, l'horaire spécifique du travail tient compte des accords de la branche transport.

Nos agences Outre-mer, quant à elles, fonctionnent sur une référence hebdomadaire de 35 heures.

L'organisation du temps de travail au sein de la société Havraise de Matériaux applique, en fonction de la nature des emplois, une référence hebdomadaire sur une base 35 heures avec des dispositifs annualisés.

L'année 2008 a vu la généralisation du temps choisi sur les sociétés faisant partie de l'UES VM DISTRIBUTION, de l'UES VM INDUSTRIES DU BETON et de la société ATLANTEM. Sur le même périmètre, la population soumise à une convention de forfait jours s'est vu attribuer la faculté d'abandonner des jours de RTT contre paiement.

Répartition de l'absentéisme par nature au 31 décembre 2008

Les chiffres du tableau qui suit sont exprimés en pourcentage de l'effectif géré en équivalent temps plein :

Maladie	2,87
Accident du travail	0,57
Maternité	0,49
Paternité	0,11
Total	4,04

Relations professionnelles et accords collectifs
L'ensemble du personnel du Groupe consolidé a été représenté par quatre comités en 2008 : celui de l'Unité Economique et Sociale (UES) de VM Distribution, celui de l'UES de l'Industrie du béton, le Comité d'entreprise d'Atlantem, et le comité d'entreprise de la Société QUARTZ (délégation unique).

En 2008, 41 réunions ont été tenues par ces différentes instances.

Sur l'exercice 2008 et à l'échelle du Groupe, 22 accords ou avenants ont été conclus :

- 9 accords ou avenants instituent ou modifient des accords d'intéressement,
- 2 accords de clôture de négociation annuelle,
- 6 accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (temps choisi et renonciation à des jours de RTT),
- 2 avenants amendant le Plan Epargne Groupe, (adhésion de QUARTZ SAS et création des nouveaux fonds),
- 2 avenants à l'accord de participation Groupe (déblocage anticipé et mise en conformité en fonction des nouveaux fonds),
- 1 accord de substitution alignant le régime social antérieur de la Société MEGNIEN DISTRIBUTION sur celui applicable sur l'UESVM DISTRIBUTION.

Gestion des Ressources Humaines

Le Groupe gère les effectifs des sociétés liées à neuf conventions collectives différentes, celles :

- du négoce de matériaux de construction,
- de la plasturgie,
- du bâtiment,
- des transports routiers et des activités auxiliaires de transport,
- du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés,
- du commerce de gros,
- de l'industrie de carrières et matériaux de construction,
- du travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation de bois,
- de la métallurgie.

Management social

2008 aura vu l'ensemble du personnel bénéficier d'un entretien annuel avec l'encadrement de proximité.

La politique de rétribution est basée sur l'individualisation des salaires et sur la rémunération des performances collectives par le biais des dispositifs de participation et d'intéressement.

Œuvres sociales

En 2008, le budget annuel des œuvres sociales alloué par le Groupe, y compris ses filiales minoritaires, s'est élevé à près de 302 K€, en progression de 3,78 %.

Evolution des frais de personnel (périmètre consolidé)

En K€	2008	2007	Variation (%)
Traitements et salaires	69 066	61 399	12,5 %
Charges sociales	26 591	23 901	11,3 %
Intérimaires	3 203	3 007	6,5 %
Intéressement et participation	6 588	7 252	-9,2 %
Charges de retraite	490	417	17,5 %
Paiement des actions	199	173	15,0 %
TOTAL	106 137	96 149	10,4 %

Ce budget finance des aides variées, parmi lesquelles l'attribution de chèques vacances, des participations financières à des licences sportives, séjours d'enfants de salariés, des locations en faveur du personnel, billetteries, bons d'achat...

Au-delà du budget d'œuvres sociales alloué au Comité d'entreprise Groupe, VM Matériaux accorde des tickets restaurant à ses salariés. Ils ont représenté en 2008 un budget (part patronale) de 686 K€.

Conditions d'hygiène et de sécurité

Le Groupe est doté de dix Comités d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT), qui ont chacun tenu trois à quatre réunions ordinaires en 2008. Suite à deux accidents de travail avec dommages corporels survenus en 2008 (chute d'un salarié d'une mezzanine, accident de la circulation d'un chauffeur intérimaire), deux réunions extraordinaires ont été tenues.

Les axes sécurité déclinés en priorité sur l'année ont été orientés vers :

- La protection de la santé des salariés avec la mise en place de protections collectives comme :
 - l'installation de barrière écluse sur les mezzanines ou l'aménagement d'aspirations centralisées pour limiter les poussières de bois.
 - le renforcement du port de protections individuelles avec l'investissement dans des bouchons d'oreilles personnalisés ou la généralisation du port du gilet de sécurité dans l'activité béton.

L'ensemble de ces mesures fait systématiquement l'objet d'actions de formation et de sensibilisation des salariés par des prestataires experts dans ces domaines.

- L'amélioration des conditions de travail par :
 - la sécurisation de certains postes avec la création d'un guide des bonnes pratiques pour la pose de charpente ou l'utilisation d'appareil de chauffe sans flamme pour la rétraction des housses palettes,
 - l'investissement dans de nouvelles lignes de fabrication automatisée comme des nouveaux centres d'usinage en menuiserie ou un robot de graissage automatique des moules à béton,
 - l'aménagement de locaux plus fonctionnels : nouveaux vestiaires ou réorganisation d'atelier,
 - l'étude ergonomique de certains postes avec des formations gestes et postures pour des jeunes en apprentissage, l'essai de matériel antifatigue comme des bancs, des tapis ou des outils de coupe. Nous avons fait également appel à des écoles d'ingénieurs comme l'IST ou l'ICAM pour la création de prototypes pour l'aide au démoulage de blocs de béton ou de chariots à bascule pour la manipulation des menuiseries.

- Le déploiement d'actions de prévention sécurité, notamment face à l'alcool, avec un nouvel avenant au règlement intérieur et des opérations de sensibilisation dans les agences avec l'APR (Association pour la Prévention Routière). Certains CHSCT ont participé au salon régional de la CRAM sur la sécurité.

Le nombre d'accidents de travail est en baisse sur 2008. Le taux de fréquence⁽¹⁾ se situe à 25 contre 29,15 en 2007, et le taux de gravité⁽²⁾ est en légère augmentation à 0,85 contre 0,79 en 2007.

(1) Taux de fréquence des accidents du travail : (Nombre d'accidents du travail x 1 million) / Nombre d'heures travaillées.

(2) Taux de gravité des accidents du travail : (Nombre de journées perdues par accident du travail x 1 000) / Nombre d'heures travaillées.

Nombre de stages internes à la prévention sécurité en 2008 :

	Pesones formées	Stages
Autorisation de conduite	352	120
Habilitation électrique	20	4
Sauveteurs secouriste du travail (SST) + recyclage	179	26
Chronotachygraphe	64	16
Conduite économique et rationnelle	120	82
FCOS - FIMO	62	47
Equipier de 1 ^{re} intervention (incendie)	335	57
Prévention danger alcool et drogues	53	2
Total	1 185	354

Travailleurs handicapés

En 2008, VM Matériaux a employé 54 personnes handicapées : 28 personnes pour l'activité négoce, 7 personnes pour l'activité béton et 19 personnes pour l'activité menuiserie.

Formation

En 2008, VM Matériaux a proposé une action de formation à 1 421 de ses salariés, représentant un volume de 24 300 heures et un investissement de 965 K€ (coûts salariaux inclus). De plus, le Groupe a formé en alternance une cinquantaine de jeunes en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation (BTS informatique, permis chauffeurs Béton, CQP "chef d'agence du négoce", CQP "magasinier", CQP "vendeur interne", CQP "agent technique en préfa béton architectonique" pour NAULLET).

Répartition des stagiaires par collège

Ouvriers	973	38,29 %
Etam	1 234	48,56 %
Cadres	334	13,14 %
Total	2 541	100,00 %

Le Groupe a proposé 32 sessions dans 19 modules métiers différents (aménagement extérieur, bois panneaux, carrelage, domotique, zinguerie, menuiserie, isolation, pose de fermettes, béton ciré, béton décoratif, chape fluide ciment...) à ses attachés technico-commerciaux, vendeurs internes et magasiniers. Ces formations ont été organisées en partenariat avec l'atelier VM. Le Groupe a aussi proposé 25 sessions de formation à l'efficacité commerciale (Gestion de portefeuille, vendre la marge, maîtrise des situations complexes,

prospection...) et 12 sessions au management ont été mises en place.

Toujours dans le domaine de l'alternance, l'année 2008 a été marquée par la clôture de la 1^{re} session de formation des CQP "chef d'agence du négoce". VM Matériaux est habilité depuis 2007 par la fédération du négoce de matériaux pour l'organisation, l'animation et la validation de ce CQP.

Investissement formation 2008

Salariés formés	1 421
Stagiaires	2 541
Nombre de stages	752
Nombre d'heures	24 300
Coût total	965 K€

En 2008, l'atelier VM a formé 156 salariés de ses clients et 215 salariés du Groupe dans les domaines suivants : carrelage, menuiserie, couverture, zinguerie, chape fluide, gros œuvre... A la fin de l'année 2008, il a été mis en place de nouvelles formations "bétons spéciaux" (cirés, patinés...) par la branche béton, destinées aux clients et non clients du groupe VM Matériaux. Ces nouvelles formations connaissent un vif succès puisque les sessions du début d'année 2009 sont toutes complètes.

10 - Politique en matière de développement durable

Le Groupe s'est engagé volontairement dans une politique de développement durable, afin de concilier trois facteurs clés : engagement environnemental, équilibre social et bien entendu le développement économique sur le long terme.

> Responsabilité environnementale

Les programmes de construction

Afin de réduire notre impact écologique dans la filière bois, nous avons mené parallèlement deux démarches :

- L'utilisation d'un nouveau procédé de traitement du bois par aspersion qui permet un respect environnemental optimum en diminuant la consommation du produit de traitement. C'est également un procédé plus sécurisant pour les opérateurs.
- Le référencement de nouvelles essences de bois de type chêne et mélèze issues de forêts gérées durablement, et qui ne nécessitent pas de traitement. Nos approvisionnements sont certifiés OLB (Origine Légale des Bois) par Bureau Veritas.

De manière générale, nous développons la fabrication et la vente de produits performants écologiquement comme les maisons à ossatures bois, ou encore des triples vitrages qui ont des pouvoirs isolants et acoustiques supérieurs.

Notre service recherche et développement s'attache également à l'amélioration de l'ergonomie des produits avec, par exemple, la conception de parpaings allégés par l'incorporation d'argile, ou encore la création de chape fluide plus facile à l'emploi.

Quant à nos services achats, ils favorisent la promotion de matériaux plus sécurisants pour l'homme et l'environnement avec des produits PVC sans plomb ou des pièces de quincaillerie sans chrome B.

L'optimisation des transports

De nouvelles actions sont venues compléter notre dispositif d'accompagnement à la conduite économique et rationnelle comme :

- le bridage de nos camions à 80 km/h,

- un dispositif de suivi des consommations de carburant qui nous a permis de valider l'efficacité des formations et le degré d'implication de nos chauffeurs,
- l'équipement GPL de véhicules de société et la promotion du covoiturage au sein des CHSCT et des sites du Groupe.

Nous avons réduit nos transports sur les approvisionnements en rationalisant le nombre de transporteurs et les flux existants, et en optimisant les zones géographiques couvertes en fonction de la délocalisation des agences.

La gestion des déchets et le traitement des eaux usées

Suite à un audit de nos sites dans l'activité béton, le recyclage de l'eau a été systématisé afin de limiter les consommations et de diminuer les rejets. Des investissements dans des bassins de décantation ont été réalisés. Les retours de béton sont aujourd'hui recyclés via un système de moulage et réutilisés.

Le référencement de nos fournisseurs intègre l'optimisation du packaging et de la palettisation afin de limiter voire d'éliminer les déchets produits. Enfin nos déchets d'aluminium et de PVC sont entièrement recyclés.

Les émissions de CO₂ et composés chimiques

Le Groupe a su apporter des solutions innovantes pour diminuer les émissions de CO₂ dans certaines villes, grâce à l'utilisation de béton absorbant de CO₂.

De nouvelles procédures de test sur les bétons nous ont permis de diminuer de 50 % l'utilisation de souffre.

> Responsabilité sociale

La sécurité des hommes

Les programmes de modernisation des agences et des sites industriels visent entre autres à améliorer les conditions de sécurité et de travail de nos collaborateurs : plans de circulation, moyens de stockage, renouvellement des outils de production en intégrant l'ergonomie des postes de travail. Des études approfondies sur la manutention des charges lourdes et encombrantes

ont été lancées afin d'apporter des solutions concrètes et pragmatiques aux chauffeurs, magasiniers, et autres manutentionnaires, en lien étroit avec les CHSCT qui jouent ainsi pleinement leur rôle de prévention et d'alerte.

Le management des salariés

Le Groupe est très attaché à ses valeurs et celles-ci sont partagées au quotidien par les équipes : Performance, Ethique, Proximité et Simplicité ("PEPS"). L'organigramme du Groupe se traduit par exemple par une ligne hiérarchique courte, facilitant le dialogue qu'il soit descendant ou ascendant. Les entretiens annuels individuels témoignent de l'importance attachée aux échanges entre le management et les salariés, l'objectif étant de faire progresser chacun à l'intérieur du Groupe.

L'intégration des jeunes

La politique de formation Groupe en faveur des jeunes en recherche d'identité professionnelle se poursuit d'année en année grâce à la création de classes en alternance. Les certificats de qualification professionnelle (CQP) "agent technique de centrale à béton", "magasinier du négoce" ou encore "vendeurs internes" permettent à chaque participant de s'inscrire dans une relation "gagnant-gagnant" avec VM Matériaux.

> Responsabilité économique et sociétale

Gouvernance

La gouvernance du groupe VM Matériaux, organisée en Directoire et Conseil de Surveillance, assure un juste équilibre entre les instances de direction et les actionnaires. Ce fonctionnement est un gage de transparence des décisions. Il favorise également les échanges, et représente donc un socle essentiel pour assurer le bon développement de l'entreprise.

Recherche & Développement

Chaque domaine d'activité est impliqué dans des programmes de Recherche & Développement dont le but est de répondre à une forte attente des clients finaux, suite au Grenelle de l'Environ-

nement par exemple, d'anticiper les futurs textes réglementaires, et de développer ainsi de nouveaux relais de croissance : maison ossature bois, augmentation des performances thermiques des menuiseries, blocs béton plus performants en termes d'isolation.

Solidarité

Chaque année, à travers l'association "Martial Caillaud", les familles fondatrices, la direction et les collaborateurs se mobilisent au service d'actions humanitaires auxquelles sont associés les clients du Groupe. En 2008, l'association a mené trois nouvelles actions en Afrique du Sud,

au Sénégal et en Chine autour de projets de construction : salles de classe, dispensaire...

Afin d'identifier l'ensemble de ces actions, un logotype "développement durable" a été créé en 2007. Il symbolise la poursuite de l'engagement du Groupe sur cette thématique.

11 - Mandataires sociaux

Conformément à l'article L225-102-1 du code de commerce, nous vous communiquons ci-après :

> Le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, aux mandataires sociaux, par la société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L233-16 dudit code.

Directoire

Nom	Mandat	Fonction	Fixe	Intéressement	Avantages en nature	Jetons de présence	Nb de stock options
AUDUREAU Philippe	Président du Directoire	Président	209 010	14 910	-	6 000	3 000
MARION Alain	Directeur général	Directeur financier	157 204	14 910	-	3 000	2 000
CHAIGNE Jean-Charles	Membre du Directoire	Directeur activité Négoce	155 722	14 910	4 061	3 000	2 000
BEAUFRAND Dominique	Membre du Directoire	Directeur Ressources Humaines	114 783	14 910	-	-	1 400
ROBIN Daniel	Membre du Directoire	Directeur Activité Béton	94 545	15 912	-	-	1 600
CADUDAL Bruno	Membre du Directoire	Directeur Activité Menuiserie	107 581	10 092	-	-	1 200
Total (information donnée en €)			838 845	85 645	4 061	12 000	11 200

Le montant des rémunérations variables provisionnées qui sera réparti et versé en 2009 aux membres du Directoire, au titre de 2008, et qui sera soumis à validation par le Conseil de Surveillance, est de 490 000 €.

La rémunération variable est déterminée individuellement sur 3 critères :

- le résultat net du Groupe majoré lorsque la rentabilité des capitaux investis est supérieure à 5 %,
- le résultat opérationnel, en valeur et en pourcentage de chaque domaine d'activité, pour les responsables concernés,
- un objectif qualitatif fixé et évalué en entretien individuel par le Président du Directoire.

Par ailleurs, nous vous informons qu'aucun engagement n'a été pris par la société au bénéfice des mandataires sociaux à raison d'un changement ou d'une cessation de leurs fonctions.

Conseil de Surveillance

Le montant des rémunérations versées aux membres du Conseil de Surveillance s'est élevé à 156 386 €, dont 49 200 € de jetons de présence et 31 962 € de rémunération des Présidents de Conseil de Surveillance.

> La liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice :

Nom	Société	Fonction
AUDUREAU Philippe	SA VM MATERIAUX	Président du Directoire
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Membre du Conseil de Surveillance
	SA VM DISTRIBUTION	Président du Conseil d'administration
	SA NAULLET	Administrateur
	SAS SEFIMAT	Président
	SA PREFE DES PAYS DE LOIRE	Représentant permanent personne morale administrateur
	SAS ATLANTEM INDUSTRIES	Président
	SAS VENDEE BETON	Représentant permanent personne morale Membre du Conseil de Surveillance
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SARL VM DISTRIBUTION BETON	Gérant
	SCI 53 GEORGES D'AMBOISE	Gérant
	SA IPO	Administrateur
	SXD	Administrateur et Président du Conseil
BEAUFRAND Dominique	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
CADUDAL Bruno	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
	SAS ATLANTEM INDUSTRIES	Directeur général
	SAS CIOB MOISAN	Président
	SAS QUARTZ	Président
	SAS BTP CHARPENTES	Président

Nom	Société	Fonction
CAILLAUD Dominique	SA VM MATERIAUX	Président du Conseil de Surveillance
	SARL SECA SERVICES IMMOBILIER	Gérant
	SARL VENDEE COTE SUD	Gérant
	SARL CAIM	Gérant
	SARL SCIMCA	Gérant
CAILLAUD Jérôme	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS LA BAULE NAUTIC	Président
	SAS LBN DEVELOPPEMENT	Président
	SAS S.I.LUG	Président
	SAS LBC NAUTIC	Président
	SAS CORNOUAILLE NAUTIQUE	Président
	SARL IMMOBILIERE ST HERBLAIN	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE LA ROCHE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE CHOLET	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE GUERANDE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ANCENIS	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ST GEORGES	Co-gérant
	SARL LES PORTES DE L'ATLANTIQUE	Co-gérant
	SARL FIRST BRETAGNE CHARTER	Gérant
SARL LBC YACHTBROKER	Gérant	
CAILLAUD Pascal	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Président de Conseil de Surveillance
	SARL IMMOBILIERE TRELISSAC	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE DE L'OUEST	Co-gérant
	SNC SGDI	Co-Gérant
	SC DENTESSA	Gérant
	SC APEX 85	Gérant
CHAIGNE Jean-Charles	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Membre du Conseil de Surveillance
	SA VM DISTRIBUTION	Directeur général et représentant permanent personne morale administrateur
	SAS VM CENTRE LOIRE	Président
	SAS EUROMAT	Président
	SAS PAUL THEBAULT	Président
	SAS ETS FARGEAUDOUX	Président
	SAS LDIFFUSION	Président
	SARL EXELPAN	Gérant
	SARL VM BETON	Gérant
	SNC VM DISTRIBUTION	Gérant
	SCI CROZET	Gérant
	SXD	Administrateur
FOURNIER Armand	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
MARION Alain	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire / Directeur général
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Président
	SA VM DISTRIBUTION	Administrateur
	SAS FINANCIERE BLAVET	Président
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS TBM	Président
	SARL SUMACA CENTRE	Gérant
	SARL QUADRA	Gérant
	SARL FINANCIERE VM BETON	Gérant
	SCI JACMI	Gérant
	SCI DE LA PLAINE	Gérant
SA BIOFOURNIL	Administrateur	
PASQUIER Louis-Marie	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SA PASQUIER	Directeur général délégué
	SA FIPA	Administrateur
ROBIN Christophe	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS VENDEE BETON	Membre du Conseil de Surveillance
	SARL IMMOBILIERE TRELISSAC	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE DE L'OUEST	Co-gérant
	SNC SGDI	Co-gérant
ROBIN Daniel	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
	SA NAULLET	Président du Conseil d'administration
	SAS VENDEE BETON CONTRÔLE	Président
	SAS VENDEE BETON	Président
	SAS BETON DES OLNES	Président

Nom	Société	Fonction
ROBIN Daniel	SARL VM BETON AQUITAIN	Gérant
	BETON 17	Président
	SARL BETON D'ILLE ET VILAINE	Gérant
	SCI ROLONNE	Gérant
	SCI VM BETON	Gérant
ROBIN Hubert	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Président du Conseil de Surveillance
	SA NAULLET	Représentant permanent personne morale administrateur
	SAS VENDEE BETON	Président du Conseil de Surveillance
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS HVB	Président
	SC SOFIRO	Gérant
ROBIN Olivier	SA VM MATERIAUX	Vice-Président du Conseil de Surveillance
	SARL IMMOBILIERE ST HERBLAIN	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE LA ROCHE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE CHOLET	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE GUERANDE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ANCENIS	Co-gérant
	SAS MENUISERIES DU CENS	Président
	SAS Ets PEAU	Président
	SAS ATELIER PEAU	Président
	SAS PROBOPORTE	Président
	SARL FINANCIERE ALKAID	Gérant
	SARL ALIOTH	Gérant
	SCI PHECDA	Gérant

12 - Affectation du résultat de VM Matériaux

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 8 562 436,22 € auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 4 478 691,38 €, soit 13 041 127,60 € de la façon suivante :

- Dotation à la réserve légale : 195 €
- Distribution aux actionnaires d'un dividende de 1,80 € par action : 5 136 600,60 €
- Affectation à la réserve facultative : 3 500 000 €

- Le solde au poste "Report à nouveau" 4 404 332 € étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

Conformément aux dispositions légales, nous vous indiquons :

- que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2° du C.G.I., sauf en cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire,

- que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	
	par action	global ⁽¹⁾
2005	1,50 €	4 081 554 €
2006	1,60 €	4 386 403 €
2007	2,10 €	5 989 971 €

⁽¹⁾ montant incluant les actions d'autodétention

Nous vous proposons de mettre en paiement le dividende à compter du 12 juin 2009.

13 - Jetons de présence

Il vous est proposé de fixer à 54 400 € le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance, pour l'exercice 2008.

14 - Mandats des dirigeants et commissaires aux comptes

Suite au décès de Monsieur Christian CUNAUD, nous vous proposons de nommer aux fonctions de membre du Conseil de Surveillance, Monsieur Xavier BIOTTEAU, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Agé de 48 ans, Monsieur Xavier BIOTTEAU est Président du Directoire de la SA ERAM, société holding du groupe éponyme, premier fabricant français de chaussures et figurant parmi les leaders européens de la distribution de chaussures et vêtements.

Par ailleurs, nous vous demanderons, aux termes des dixième et onzième résolutions, de prendre acte du changement de dénomination sociale des deux commissaires aux comptes titulaires : EXCO ATLANTIQUE devenant ERNST & YOUNG ATLANTIQUE, BOISSEAU & Associés devenant GROUPE Y BOISSEAU.

15 - Achat par la société de ses actions

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale du 23 mai 2008 de procéder à des achats en bourse d'actions de la société, dans les conditions et limites définies par les articles L225-209 et suivants du code de commerce, et conformément à celles du règlement européen du 22 décembre 2003.

Les objectifs du programme de rachat sont les mêmes que l'année précédente.

L'autorisation d'acquisition est donnée pour une durée de 18 mois et dans les conditions suivantes :

- le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 150 000 titres
- le prix d'achat maximal par action est fixé à 100 €
- le montant global affecté à ce programme est fixé à 15 000 000 €

16 - Informations diverses

Conformément à l'art. L 621-18-2 du code monétaire et financier et au règlement général de l'AMF, nous vous indiquons les opérations d'acquisition ou de cession réalisées par les dirigeants de VM Matériaux sur le titre de la société et portées à notre connaissance.

Mandataires concernés	Opération	Nombre titres	Montant
Membres du Directoire et personnes liées	Levées options	5 360	95 631 €
	Vente	70	4 910 €
	Achat	500	20 550 €
Membres du Conseil de Surveillance et personnes liées	Achat	17 531	780 095 €
	Vente	396	24 464 €

Nous vous informons également que statuant en application de l'article L 225-185 du code de commerce, le Conseil de Surveillance a fixé à 10 % la quantité de titres issus des levées d'options que les mandataires sociaux sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Nous vous remercions de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont proposées et nous tenons à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information que vous pourriez souhaiter.

Rapport du Conseil de Surveillance

à l'Assemblée Générale annuelle du 5 juin 2009

Mesdames, Messieurs,

Le Directoire de notre société vous a convoqués en Assemblée Générale annuelle conformément à la loi et aux statuts afin :

- d'une part de vous exposer l'activité de la société et du Groupe au cours de l'exercice 2008, ses résultats et les perspectives d'avenir, et de fournir les autres informations prescrites par la loi ;
- d'autre part, de soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice, comptes sociaux et comptes consolidés, ainsi que l'affectation du résultat.

Lecture du rapport du Directoire et des rapports des commissaires aux comptes vous a été faite.

Conformément à l'article L225-68 du code de commerce, nous vous présentons nos observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le rapport du Directoire

Tout au long de l'exercice, votre Directoire nous a régulièrement tenus informés de la marche des affaires sociales et de ses principales décisions de gestion.

Le rapport du Directoire nous apparaît comme une information suffisamment complète et fidèle de l'activité de la société et des résultats de l'exercice 2008.

Le Conseil de Surveillance n'a pas d'observation à formuler sur les termes de ce rapport.

Les comptes de l'exercice

Les états financiers détaillés de l'exercice écoulé nous ont été transmis dans les délais réglementaires et nous avons pu obtenir auprès de la société toutes informations nécessaires.

Après exercice de notre mission de vérification et de contrôle, nous n'avons pas d'observation à formuler sur le bilan, le compte de résultat et l'annexe, lesquels font apparaître un total de bilan de 71 986 688,61 € et un résultat de 8 562 436,22 €.

De même, la vérification et le contrôle des comptes consolidés, faisant apparaître un résultat net consolidé de 19 750 307 €, dont part du Groupe 18 954 479 €, n'a soulevé aucune remarque particulière.

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale

Le Conseil de Surveillance a pris connaissance du projet des résolutions soumises à l'Assemblée Générale Annuelle et en approuve les termes.

Le Conseil de Surveillance

Rapport du Président du Conseil de Surveillance

à l'Assemblée Générale annuelle du 5 juin 2009
en application de l'article L.225-68 du code de commerce

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-68 du code de commerce, le rapport sur le contrôle interne rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par le Groupe, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance veille au bon fonctionnement de la société et du Groupe et rend compte aux actionnaires. Il exerce notamment le contrôle de la gestion et de la direction du groupe VM Matériaux.

I • Le Conseil de Surveillance

> Composition du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé des membres suivants :

- M. CAILLAUD Dominique, Président
- M. ROBIN Olivier, Vice-Président
- M. CAILLAUD Jérôme
- M. CAILLAUD Pascal
- M. FOURNIER Armand, représentant des salariés actionnaires
- M. PASQUIER Louis-Marie
- M. ROBIN Christophe
- M. ROBIN Hubert

M. Christian CUNAUD, décédé en août 2008, n'a pas été remplacé à ce jour.

Nous vous rappelons que Messieurs FOURNIER et PASQUIER sont sans lien de parenté avec les familles fondatrices et que la majorité des membres a acquis des expériences différentes et complémentaires dans le monde de l'entreprise, permettant ainsi d'avoir un conseil pluridisciplinaire. Le rapport de gestion du Directoire mentionne, par ailleurs, les fonctions exercées par les membres du Conseil dans d'autres sociétés que celles appartenant au Groupe.

Le Conseil de Surveillance invite à ses réunions de façon permanente le Président du Directoire et le directeur général, et en fonction des thèmes abordés, d'autres membres du Directoire et les commissaires aux comptes.

> Missions du Conseil de Surveillance

Les missions du Conseil de Surveillance sont conformes aux dispositions légales et sont fixées par les statuts. Ainsi l'article 16 des statuts de la société VM Matériaux prévoit à titre de mesures internes non opposables aux tiers, une autorisation préalable du Conseil de Surveillance pour la conclusion de certaines opérations engageant le Groupe, et notamment en matière de :

- définition de la stratégie, du plan pluriannuel et de la politique de financement,
- approbation des budgets d'exploitation, d'investissements et de trésorerie,
- décisions d'investissements, de souscription d'emprunts ou de contrats de crédits-bails non prévus aux budgets d'exploitation et d'investissements dépassant un certain seuil,

II • Le Directoire

> Composition et fonctionnement du Directoire

Le Directoire est actuellement composé de six membres. Il rassemble un ensemble de compétences financières, opérationnelles, en ressources humaines, internationales et d'expériences dans le secteur de la construction, ce que le Conseil considère comme essentiel à la pérennité du Groupe. Le Directoire se réunit formellement au moins une fois par trimestre, en plus des réunions de suivi et des relations étroites journalières.

- décisions de prises de participation,
- décisions affectant la propriété et l'usage des éléments incorporels,
- décisions relatives aux cadres supérieurs de la société.

Les travaux menés en 2008 par les membres du Conseil de Surveillance ont concerné les opérations suivantes :

- **Des opérations de contrôle de la gestion du Groupe :**
 - approbation du budget et du plan financier annuel,
 - vérification et contrôle des comptes semestriels et annuels arrêtés par le Directoire,
 - autorisation de souscription d'emprunts et de délivrances de garanties,
 - traitement et supervision des questions soumises aux comités spécialisés,
 - fixation des rémunérations des membres du Directoire,
 - répartition des jetons de présence alloués par l'Assemblée Générale des actionnaires.
- **Des opérations stratégiques pour le Groupe :**
 - examen et autorisation de projets de développement.

> Le fonctionnement du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige ou que la législation l'impose. Il s'est réuni en 2008 à 5 reprises au siège social de la société. Le quorum pour chacune des réunions a été largement atteint.

Les membres du Conseil sont convoqués par courrier électronique et les commissaires aux comptes sont convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception aux réunions qui se prononcent sur les comptes semestriels et annuels, conformément aux dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce. Ils reçoivent les documents nécessaires à leur mission dans les délais utiles à leur examen. En particulier, le Directoire a fourni au Conseil quatre rapports trimestriels au cours de l'année 2008, ainsi que des situations d'exploitation régulières.

En dehors des séances de Conseil, les membres sont informés de tout événement affectant de manière significative la vie du Groupe et reçoivent, à titre informatif, les principaux communiqués de presse concernant le groupe VM Matériaux.

> Les limitations du pouvoir du Directoire

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social, et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Conseil de Surveillance et aux assemblées d'actionnaires. Pour rappel, le paragraphe relatif aux missions du Conseil de Surveillance énumère les opérations soumises à autorisation.

III • Les comités

Des comités spécialisés ont été constitués et se réunissent régulièrement afin de formuler des recommandations au Conseil de Surveillance. M. Christian CUNAUD, décédé en 2008, n'a pas été remplacé à ce jour, ni dans le comité des rémunérations, ni dans le comité d'audit et des risques.

> Comité des rémunérations

Le comité a pour mission de revoir et de proposer au Conseil de Surveillance les rémunérations fixes et variables des membres du Directoire et de certains responsables clés du Groupe. Il s'est réuni 3 fois en 2008 afin d'examiner les rémunérations, leurs évolutions et de tenir compte des évolutions législatives.

Ainsi, sur la base des recommandations du rapport AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008, le comité des rémunérations a vérifié que sa politique actuelle de rémunération des dirigeants mandataires sociaux respecte les règles de bonne gouvernance.

Les membres du comité sont le Président et le Vice-président du Conseil de Surveillance, M. Louis-Marie PASQUIER et le Président du Directoire. Le DRH du groupe peut être invité selon les sujets abordés.

IV • Les rémunérations des mandataires sociaux

Tous les membres du Conseil de Surveillance perçoivent pour leur fonction des jetons de présence fixés annuellement par l'Assemblée Générale. Seul le Président du Conseil de Surveillance perçoit en plus une rémunération fixée lors de sa nomination révisable annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Les rémunérations des membres du Directoire sont proposées par le comité des rémunérations selon la méthode communiquée dans le rapport financier.

V • Les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées ou de s'y faire représenter par son conjoint ou un autre actionnaire, quel que soit le nombre

> Comité stratégique

Ce comité a pour mission d'examiner et de donner son avis sur les projets stratégiques concernant l'évolution des différentes activités du Groupe. Il s'est réuni à 4 reprises au cours de l'année 2008.

Les membres permanents du comité sont le Vice-président du Conseil de Surveillance et Messieurs Pascal CAILLAUD, Louis-Marie PASQUIER et Hubert ROBIN. Le comité peut, sur son initiative, associer des membres du Conseil de Surveillance ainsi que des invités extérieurs en fonction des sujets devant être abordés.

> Comité d'audit et des risques

Le comité s'est réuni 4 fois en 2008 pour aborder les points entrant dans sa mission :

- Orientation et contrôle des travaux de l'audit interne et externe
- Examen des états financiers annuels
- Suivi de la gestion des risques
- Investigations spéciales

Les membres de ce comité sont le Président du Conseil de Surveillance et M. Armand FOURNIER en tant que représentant des salariés actionnaires. Le comité peut, sur son initiative, se faire assister d'invités experts ou tout salarié souhaité ainsi qu'associer les commissaires aux comptes en fonction des sujets devant être abordés.

Par ailleurs, nous vous informons qu'aucun engagement n'a été pris par la société au bénéfice des mandataires sociaux en raison d'un changement ou d'une cessation de leurs fonctions. A titre d'information, les recommandations de l'AFEP-MEDEF obligeant la cessation des contrats de travail des dirigeants mandataires sociaux, ne sont pas applicables actuellement dans la mesure où le renouvellement des mandats est antérieur au 6 octobre 2008.

de ses actions, dès lors qu'il justifie de sa qualité d'actionnaire conformément aux dispositions légales ainsi qu'à celles de l'article 23 des statuts.

Procédures de contrôle interne

I • L'organisation générale du contrôle interne

L'ensemble des acteurs de la gouvernance coordonne leurs actions en matière de contrôle interne et de maîtrise des risques grâce à une démarche d'amélioration en continue pilotée par le Directoire et grâce à des outils tels que le guide de l'AMF. Cette démarche adaptée aux caractéristiques du Groupe, à ses activités et à ses objectifs respecte les principes fondamentaux suivants :

- la conformité aux lois et règlements,
- l'application des instructions et des orientations fixées par le Directoire,
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières.

Toutefois, même si le dispositif de contrôle interne contribue à prévenir et à maîtriser les risques résultant des activités du Groupe et les risques d'erreurs ou de fraudes, il ne peut toutefois fournir une garantie absolue que ceux-ci soient totalement éliminés.

> Description de l'organisation

L'organisation du contrôle interne repose principalement sur une mutualisation centralisée de services permettant un contrôle plus efficace sur des postes significatifs ou à risques et sur un système informatique centralisé et unifié.

Chaque responsable fonctionnel ou opérationnel a en charge de s'assurer, d'une part, que les procédures en amont de l'enregistrement comptable des opérations ont bien été respectées, et d'autre part, de proposer des

méthodes de travail permettant de réduire les risques et d'améliorer la fiabilité des processus de l'information comptable et financière.

> Acteurs du contrôle interne

Le Directoire et les comités de direction par domaine d'activité
L'organisation générale du Groupe repose sur une large pratique de la délégation qui se formalise et se généralise progressivement. Le Directoire s'appuie sur ses comités de direction par domaine d'activité, composés de responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe, pour la coordination de la mise en œuvre des objectifs en matière de contrôle interne.

Les fonctions dédiées de contrôle

L'audit interne et le contrôle de gestion sont des acteurs importants du dispositif. Ils ont notamment en charge de s'assurer de l'application des procédures d'exploitation sur l'ensemble de nos sites ainsi que des bonnes pratiques.

Le personnel

Chaque collaborateur concerné devrait avoir la connaissance et l'information nécessaires pour établir, faire fonctionner et surveiller le dispositif de contrôle interne, au regard des objectifs qui lui ont été assignés.

> Les Commissaires aux Comptes

Conformément à leur mandat légal, les travaux de nos Commissaires aux Comptes viennent compléter notre dispositif de contrôle interne et apporter une assurance supplémentaire quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière.

II • L'élaboration et le contrôle de l'information comptable et financière

> Contrôle interne de l'information comptable et financière

Au sein du Groupe, plusieurs services concourent au processus de production des informations comptables et financières : les services comptables mais aussi les services spécialisés.

En ce qui concerne la direction comptable, elle établit les comptes consolidés du Groupe conformément aux normes IFRS et s'assure :

- du respect de la réglementation comptable et de la bonne application des principes sur lesquels les comptes sont établis,
- de la qualité de l'information transmise et de son traitement centralisé pour le Groupe,
- du rapprochement des comptes avec le reporting.

La direction comptable effectue également une veille active sur l'évolution des normes IFRS afin d'anticiper au mieux leurs incidences sur les comptes du Groupe.

Pour les services spécialisés contribuant pour une part importante au processus de production des informations comptables et financières, et notamment en matière de provisions, on trouve les services suivants : crédit, juridique, assurance, ressources humaines, gestion de parc.

> Principales procédures de contrôle de l'information comptable et financière

Processus comptable et de consolidation

Le service comptable est organisé par secteur d'activité et a pour mission de vérifier et d'arrêter les comptes individuels des filiales selon des règles

et des méthodes Groupe, en liaison avec les services spécialisés. Des dossiers de clôture et des liasses de consolidation sont réalisés pour chaque entité du Groupe, facilitant ainsi la supervision et la transmission des informations pour les travaux de consolidation. Enfin, les équipes comptables réalisent des situations mensuelles et des comptes consolidés trimestriels.

Processus prévisionnel et de reporting de gestion

Le plan à trois ans synthétise les axes stratégiques et leurs conséquences. Il est réactualisé tous les ans afin d'intégrer les évolutions du Groupe et les variations du contexte économique.

Les budgets sont élaborés conjointement entre le contrôle de gestion et les responsables opérationnels au cours du mois d'octobre, et permettent ainsi d'établir les prévisions d'activités, de charges et d'investissements pour une période budgétaire de douze mois commençant en janvier. Ils sont validés par le Directoire, en cohérence avec le plan à trois ans, et servent de référence pour le suivi de l'activité tout au long de la période budgétaire.

Un reporting de gestion mensuel et cumulé des comptes de résultats détaillés par activité met en comparaison le réalisé, le budgété et le réalisé de l'année précédente. Ce reporting de gestion est communiqué au Directoire chaque mois et transmis régulièrement au Conseil de Surveillance.

Un reporting de statistiques commerciales par activité permet également d'assurer un suivi régulier et homogène de celles-ci au travers d'indicateurs spécifiques extraits d'un système d'information décisionnel.

III • La gestion des risques

> L'organisation

Au cours de l'année 2008, le Directoire a consolidé sa démarche de gestion des risques par la création d'un comité opérationnel des risques composé du Président du Directoire, de l'audit interne, de la sécurité informatique, de la Direction Administrative et Financière et de la Direction des Ressources Humaines avec pour mission de :

- fixer des objectifs et suivre l'état d'avancement des plans d'actions
- arbitrer les priorités et réactualiser la cartographie des risques
- communiquer et partager sur des risques transversaux

> La gestion des risques

Les actions conduites par le Directoire en matière de gestion des risques ont consisté à améliorer la maîtrise des risques. Dans les objectifs de l'année 2008 figuraient la mise en place d'un plan de gestion de crise, la maîtrise du risque hommes clés ainsi que l'amélioration de la sécurité informatique.

Face aux prévisions de dégradation de l'environnement économique, une attention particulière supplémentaire a été portée sur l'ensemble des risques identifiés dans la cartographie des risques du Groupe.

Enfin, le rapport financier décrit l'exposition du Groupe aux risques financiers ainsi que la politique menée pour gérer ses risques (taux, change, actions, crédit et capital).

IV • Axes de travail

Les objectifs en matière de contrôle et de maîtrise des risques sont à la fois de continuer à améliorer le dispositif de management des risques, par la mise à jour et l'adaptation des outils existants (cartographies des risques par domaine d'activité et procédures en sont quelques exemples),

mais aussi par une veille permanente de la réglementation et des évolutions de marché pour anticiper et évaluer au plus tôt les conséquences pour le Groupe.

Ce rapport a été rédigé en collaboration avec l'audit interne et la direction du groupe VM Matériaux puis revu et commenté avec le comité d'audit et des risques. Ce rapport a été approuvé par le Conseil de Surveillance du 6 mars 2009.

Je vous précise que, conformément à l'article L 225-235 du code de commerce tel que modifié par la loi n° 2003-706 dite "de sécurité financière", nos Commissaires aux Comptes vous présenteront, dans un rapport joint à leur rapport général, leurs observations sur le présent rapport.

Le Président du Conseil de Surveillance

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2008

Bilan consolidé

Actif

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2008	31 décembre 2007
ACTIF NON COURANT			
Ecarts d'acquisition	5	56 886	41 508
Immobilisations incorporelles	5	3 180	1 852
Immobilisations corporelles	6	72 690	68 070
Participations dans des entreprises associées	7	1 500	1 276
Autres actifs financiers	8	1 827	2 082
Impôts différés actifs	18	462	458
Total actif non courant		136 545	115 245
ACTIF COURANT			
Stocks et en-cours	9	89 076	83 690
Clients et comptes rattachés	10	92 729	103 626
Autres créances	11	34 944	27 396
Disponibilités	12	17 227	10 706
Total actif courant		233 977	225 419
TOTAL ACTIF		370 522	340 664

Passif

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2008	31 décembre 2007
CAPITAL ET RESERVES			
Capital	13	4 281	4 279
Réserves consolidées	-	84 302	70 074
Actions auto-détenues	13	-2 920	-2 639
Résultat part du Groupe	-	18 954	20 849
Total capital et réserves part Groupe		104 616	92 563
INTERETS MINORITAIRES			
Réserves	-	4 002	866
Résultat	-	796	312
Total capital et réserves part intérêts minoritaires		4 798	1 178
FONDS PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		109 414	93 740
PASSIF NON COURANT			
Impôts différés passifs	18	3 956	3 001
Provisions pour risques et charges	20	7 818	6 901
Emprunts et dettes financières	15	59 069	38 218
Autres passifs non courants	14	1 752	755
Total passif non courant		72 595	48 875
PASSIF COURANT			
Emprunts et dettes financières	15	38 042	31 085
Autres passifs courants	14	150 471	166 963
Total passif courant		188 513	198 048
TOTAL PASSIF		370 522	340 664

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2008

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Chiffre d'affaires	4	656 067	596 479
Achats consommés	-	-422 768	-389 306
Charges de personnel	23	-106 137	-96 149
Charges externes	-	-71 793	-61 237
Impôts et taxes	-	-9 143	-8 164
Dotations / reprises amortissements	-	-10 179	-8 765
Dotations / reprises provisions	-	-1 689	-74
Autres produits et charges	21	-361	606
Résultat opérationnel courant		33 997	33 390
<i>% ROC / CA</i>		<i>5,2 %</i>	<i>5,6 %</i>
Autres produits et charges opérationnels	22	0	1 398
Résultat opérationnel		33 997	34 788
Produits financiers	-	1 067	414
Charges financières	-	-5 570	-3 954
Résultat financier	24	-4 503	-3 540
Impôts sur les résultats	25	-10 097	-10 430
Résultat net des sociétés intégrées	-	19 397	20 818
Quote-part des sociétés mises en équivalence	7	353	344
Résultat net consolidé	-	19 750	21 161
<i>% RN / CA</i>	-	<i>3,0 %</i>	<i>3,5 %</i>
dont part du Groupe	-	18 954	20 849
<i>% Résultat part Groupe / CA</i>	-	<i>2,9 %</i>	<i>3,5 %</i>
dont part des intérêts minoritaires	-	796	312
Résultat part Groupe par action (en euros)	26	6,8	7,6
Résultat dilué par action (en euros)	26	6,8	7,6

Tableau consolidé des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	2008	2007
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net total consolidé	-	19 750	21 161
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions	-	10 236	8 328
- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	-	385	585
- Plus et moins-values de cession	-	-153	490
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	-	-353	-344
- Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	157	306
- Coût de l'endettement financier net	-	4 912	3 315
- Charge d'impôt	-	10 097	10 430
Capacité d'autofinancement avant impôt et frais financiers	-	45 031	44 270
Coût de l'endettement net payé	-	-4 846	-3 315
Impôt payé	-	-14 683	-9 643
Variation du BFR lié à l'activité	-	748	-21 784
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-	26 250	9 529
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations	-	-13 903	-17 590
Cession d'immobilisations	-	301	389
Incidence de la variation de périmètre	29	-20 964	-23 538
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-	-34 565	-40 738
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires	-	-5 904	-4 315
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-125	-281
Augmentation de capital en numéraire	-	17	4 864
Emission d'emprunts	15	39 473	37 753
Remboursements d'emprunts	15	-18 123	-10 336
Rachats et reventes d'actions propres	-	-281	-576
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-	15 056	27 109
Incidence de la variation des taux de change	-	259	-
Variation de trésorerie et Equivalent de trésorerie	-	7 000	-4 099
Trésorerie d'ouverture	-	-6 039	-1 940
Trésorerie de clôture	12	961	-6 039
Variation de trésorerie et Equivalent de trésorerie	-	7 000	-4 099

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2008

Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Total capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 1^{er} janvier 2007	4 112	9 126	-2 055	59 622	70 805	3 088	73 893
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	-	-	-	222	222	-	222
Résultat de la période	-	-	-	20 849	20 849	312	21 161
Total des produits et charges de la période	-	-	-	21 071	21 071	312	21 383
Augmentation de capital	166	4 700	-	-	4 866	-	4 866
Distribution dividendes	-	-	-	-4 316	-4 316	-282	-4 598
Variation de périmètre	-	-	-	463	463	-1 941	-1 478
Variation actions propres	-	86	-584	-	-498	-	-498
Paievements en actions	-	172	-	-	172	-	172
Situation au 31 décembre 2007	4 278	14 084	-2 639	76 840	92 563	1 177	93 740
Situation au 1^{er} janvier 2008	4 278	14 084	-2 639	76 840	92 563	1 177	93 740
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	-	-	-	-716	-716	4	-712
Résultat de la période	-	-	-	18 955	18 955	796	19 751
Total des produits et charges de la période	-	-	-	18 239	18 239	800	19 039
Augmentation de capital	2	15	-	-	17	-	17
Distribution dividendes	-	-	-	-5 904	-5 904	-249	-6 153
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	3 071	3 071
Variation actions propres	-	-218	-281	-	-499	-	-499
Paievements en actions	-	199	-	-	199	-	199
Autres	-	-	-	-1	-1	1	-
Situation au 31 décembre 2008	4 280	14 080	-2 920	89 174	104 614	4 800	109 414

Etat consolidé des produits et charges comptabilisés

En milliers d'euros	Total capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Exercice 2007			
Variation des écarts actuariels	222	-	222
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	222	-	222
Résultat de la période	20 849	312	21 161
Total des produits et charges de la période	21 071	312	21 383
Exercice 2008			
Variation de la juste valeur des instruments financiers	-1 566	-	-1 566
Variation des écarts actuariels	201	4	205
Ecart de conversion	649	-	649
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	-716	4	-712
Résultat de la période	18 955	796	19 751
Total des produits et charges de la période	18 239	800	19 039

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2008

Notes aux états financiers consolidés

1 - Informations générales

VM Matériaux est centré sur l'univers du bâtiment, à travers 3 domaines d'activité :

- le Négoce de matériaux : distribution de matériaux de construction pour le bâtiment et les travaux publics, au travers d'un réseau d'agences spécialisées s'adressant à une clientèle de professionnels ou "d'auto-constructeurs" ;
- l'industrie du Béton : béton prêt à l'emploi, béton industriel et préfabriqué ;
- la Menuiserie industrielle : gamme complète de menuiseries pour l'extérieur (fenêtres en PVC, aluminium ou bois, volets roulants, portes d'entrée) et de charpentes industrielles.

VM Matériaux est coté sur l'Eurolist, Compartiment C.

Ces états financiers sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Ces états financiers ont été arrêtés par le Directoire du 2 mars 2009.

2 - Principes comptables et règles de consolidation

> Principes généraux

Les états financiers consolidés du groupe VM Matériaux ont été préparés conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2008. Les normes adoptées par l'Union Européenne sont consultables sur le site Internet de la Commission Européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Les amendements de normes publiés et les interprétations, qui sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2008, n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Ces états financiers ne tiennent pas compte des nouvelles normes, des révisions de normes existantes et des interprétations publiées par l'IASB mais non encore approuvées par l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur (instruments dérivés compris).

Nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes publiées :

Normes, amendements et interprétations entrés en vigueur en 2008

- Néant

Normes, amendements et interprétations entrés en vigueur en 2008 mais ne s'appliquant pas au Groupe ou sans impact significatif

- IFRS 7 et IAS 39 (amendement), Reclassement d'actifs financiers
- IFRIC 11, Actions propres et transactions intragroupe

Suite à la publication des amendements à IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation" et à IFRS 7 "Instruments financiers : informations à fournir", et à la revue des principaux critères de ses instruments financiers, le Groupe n'a pas effectué de reclassement.

Normes, amendements et interprétations non entrés en vigueur et qui n'ont pas été appliqués par anticipation ou qui ne s'appliquent pas aux activités du Groupe

Les normes, amendements et interprétations suivantes ont été publiés et sont obligatoires à partir du 1^{er} janvier 2009 au plus tard.

- IAS 1 révisée, Présentation des états financiers
- IAS 23 (amendements), Coûts d'emprunt
- IAS 27 (amendement), Coût d'une participation dans une filiale, une entreprise contrôlée conjointement ou une entreprise associée dans les états financiers individuels
- IAS 32 et IAS 36 (amendements), Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation

- IFRS 1 (amendements), Coût d'une participation dans une filiale, une entreprise contrôlée conjointement ou une entreprise associée dans les états financiers individuels
- IFRS 2 (amendements), Conditions d'acquisition des droits et annulation
- IFRS 8, Secteurs opérationnels
- IFRIC 12, Concessions de services
- IFRIC 13, Programme de fidélisation clients
- IFRIC 14, Actif des régimes à prestations définies et obligation de financement minimum

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2009 n'ont pas été appliquées par anticipation par le Groupe, notamment la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels".

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes. Sur la base des analyses réalisées à ce jour, l'application de la norme IFRS 8 ne devrait pas avoir d'impact sur la définition de nos secteurs d'activité.

> Première adoption des IFRS

Les normes comptables internationales ont été appliquées avec effet rétrospectif dans le bilan d'ouverture à la date de transition (1^{er} janvier 2004), conformément aux dispositions prévues par la norme IFRS 1 et à certaines exceptions prévues par la norme :

Regroupements d'entreprises

Le Groupe a choisi, selon l'option, de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004.

Réévaluation des immobilisations corporelles à leur juste valeur et utilisation de cette juste valeur en tant que coût présumé

Le Groupe a décidé d'appliquer l'exemption facultative prévue par la norme IFRS 1. Ainsi, les terrains et les constructions acquis avant le 1^{er} janvier 2004 ont été réévalués à la date de transition aux IFRS. La juste valeur de ces biens a été déterminée à partir d'expertises réalisées par un expert indépendant. Des décotes ont pu être appliquées pour tenir compte des spécificités de certains sites.

Avantages du personnel

Le Groupe a retenu la possibilité offerte par la norme IFRS 1 de comptabiliser l'ensemble des écarts actuariels cumulés à la date de transition, en contrepartie des capitaux propres d'ouverture.

Paiements en actions

Conformément aux choix laissés par la norme IFRS 2, pour les plans réglés en actions, le Groupe a choisi de n'appliquer cette norme qu'aux plans émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis au 1^{er} janvier 2005.

Instruments financiers

Le Groupe a pris en compte dès le 1^{er} janvier 2004 les impacts de l'application des normes IAS 32 et IAS 39 relatives aux instruments financiers.

> Utilisation des estimations

La présentation des états financiers consolidés conforme aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels à la date de clôture des comptes consolidés, ainsi que des revenus et des charges du compte de résultat.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation, sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement et s'inscrivent dans le contexte de la crise économique et financière actuelle dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent. Les montants effectifs peuvent naturellement diverger de ces estimations.

Les estimations et hypothèses principales décrites dans cette annexe concernent l'évaluation des engagements de retraite, les provisions pour autres passifs, les impôts différés, les paiements en actions, la valorisation des instruments financiers et les tests de valeur des écarts d'acquisition.

> Méthodes de Consolidation

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe, directement ou indirectement, contrôle plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer le contrôle sur les opérations, sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sans en avoir le contrôle sont consolidées par mise en équivalence.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à partir de leur date de cession.

Toutes les transactions inter-compagnies, soldes et plus ou moins values réalisés sur des opérations entre des sociétés du Groupe sont annulés. Lorsque cela est nécessaire, les méthodes comptables des filiales sont ajustées afin d'être en adéquation avec les règles et méthodes adoptées par le Groupe.

Transactions avec les minoritaires

Les acquisitions de titres auprès d'intérêts minoritaires génèrent un goodwill, qui représente la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable nette des actifs.

Engagements croisés d'achats et de ventes contractés avec les minoritaires et portant sur les titres de filiales

Lorsque le Groupe contracte des engagements d'acheter des titres de filiales détenues par des minoritaires et bénéficie de l'option d'acheter ces mêmes titres (put et call croisés), ces engagements sont comptabilisés de la manière suivante :

Le Groupe ayant dès à présent les intérêts minoritaires, aucun intérêt minoritaire n'est constaté. Un goodwill complémentaire est comptabilisé, ainsi qu'une dette, représentative du paiement futur.

La dette financière afférente à ces options d'achats et de ventes est comptabilisée en "Dettes sur immobilisations".

Entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sans en avoir le contrôle sont consolidées par mise en équivalence.

La liste des principales sociétés du Groupe figure en Note 31.

L'impact des acquisitions et des cessions des filiales est donné en Note 29.

> Conversion des devises étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui est la monnaie fonctionnelle du groupe VM Matériaux.

Les comptes des sociétés hors zone euro sont convertis selon les principes suivants :

- Les postes de bilan sont convertis au taux de clôture ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice ;
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres sous la rubrique "Ecart de conversion".

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère, sont enregistrés au compte de résultat.

Les écarts d'acquisitions constatés lors d'un regroupement d'entreprises avec une activité à l'étranger sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont ensuite convertis au cours de clôture dans la monnaie de présentation du Groupe, les différences résultant de cette conversion étant portées dans les capitaux propres consolidés.

> Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe est présentée selon deux niveaux (secteur d'activité et secteur géographique). Le choix de ces niveaux et leur décomposition reflètent le mode d'organisation du Groupe et les différences de risques et de rentabilité.

Le secteur d'activité constitue le premier niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu les 3 principaux secteurs d'activité suivants :

- le Négoce de matériaux ;
- l'industrie du Béton ;
- la Menuiserie industrielle.

Le secteur géographique constitue le second niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu un seul secteur géographique : la France.

> Ecart d'acquisition

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs sont comptabilisés à leur juste valeur dans un délai d'affectation de douze mois.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote part de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs et des passifs est comptabilisée en écart d'acquisition.

Toute différence négative entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

La valeur de l'écart d'acquisition est ramenée à sa valeur recouvrable si elle est inférieure à sa valeur nette comptable. La charge de dépréciation éventuelle est enregistrée sur la ligne "dépréciation des écarts d'acquisition" du compte de résultat incluse dans le résultat opérationnel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, dépréciation des actifs, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais sont sujets à un test de perte de valeur chaque année. Ces tests, qui sont effectués au cours du deuxième semestre de chaque année, ont pour objet de déterminer la valeur recouvrable des actifs.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité :

Le prix de vente net de l'actif correspond à une estimation à partir de multiples de critères financiers (chiffre d'affaires, résultat).

La valeur d'utilité est calculée sur la base des prévisions sur 5 ans. Les trois premières années sont basées sur le budget et les plans à 3 ans établis par le contrôle de gestion du Groupe. Ces plans sont validés par la Direction. Pour les 4^e et 5^e années, il est retenu un taux de croissance basé sur une inflation estimée. Les budgets sont actualisés sur la base d'un WACC estimé à 8,5 % pour l'année 2008.

Le Groupe considère que le prix de vente net est la valorisation la plus faible de la valeur recouvrable. Les flux actualisés sont utilisés par le Groupe lorsque le prix de vente estimé est inférieur à l'écart d'acquisition.

Pour la réalisation de ces tests, les actifs sont regroupés par Unité Génératrice de Trésorerie ("UGT"). L'UGT est une subdivision d'une activité pour laquelle il existe un reporting interne et pour laquelle une analyse du résultat est réalisée. Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur des écarts d'acquisition correspond généralement à un ou plusieurs sites commerciaux ou industriels.

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT se révèle inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée sur la ligne "dépréciation des écarts d'acquisition" du compte de résultat, incluse dans le résultat opérationnel, afin de ramener la valeur nette comptable des actifs à leur valeur recouvrable.

Par expérience, les sociétés qui entrent dans le Groupe peuvent subir des perturbations liées à leur intégration, sans que leur valeur recouvrable ne soit remise en cause. Le Groupe estime à 3 ans ce délai, durant lequel, sauf indice de perte de valeur, le Groupe ne devrait pas être amené à déprécier les écarts d'acquisitions.

> Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (coûts de développement de logiciels informatiques, logiciels, marques et licences) sont évaluées au coût d'acquisition, révisé périodiquement en cas de perte de valeur. Elles sont amorties linéairement sur les durées suivantes :

- Brevets et concessions : 8 ans
- Licences informatiques : 2 à 5 ans
- Droit au bail : 20 ans.

> Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, à l'exception des terrains qui ne sont pas dépréciés du fait de leur durée de vie infinie.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur la base des durées suivantes d'utilisation probable :

- Constructions, agencements de construction, agencements de terrain : 10 à 30 ans
- Installations techniques, matériels et outillages : 3 à 12 ans
- Agencements de magasin : 3 à 10 ans

La base amortissable des immobilisations corporelles est constituée du coût d'acquisition, qui inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

> Locations financières

Les contrats de location-financement portant sur des immobilisations corporelles sont immobilisés lorsque le Groupe supporte substantiellement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Les immobilisations corporelles financées par des contrats de location-financement sont capitalisées à leur valeur actuelle correspondant aux montants des redevances à payer. Chaque redevance est partagée entre une dette financière et une charge financière. Le solde entre les redevances et les charges financières est inclus dans le poste "Dettes financières". La charge financière est comptabilisée dans le compte de résultat sur la période du leasing. Les constructions, les aménagements et équipements acquis lors d'un contrat de crédit-bail sont amortis sur la durée de vie estimée de l'actif.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe l'intégralité des risques et des avantages sont classés en contrat de location simple. Les paiements effectués pour ces contrats sont comptabilisés en charge sur la durée du contrat.

> Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat, prêts et créances, disponibles à la vente. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition de ces actifs. La direction détermine leur classification lors de la comptabilisation initiale.

Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en "réserve de réévaluation". En cas de perte de valeur jugée définitive, une dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.

Les placements financiers (valeurs mobilières) sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat.

> Instruments financiers

Couverture de change

Le Groupe n'a pas appliqué de mesures de couverture de change.

Couverture de taux

Les instruments mis en place ont principalement pour objet de couvrir la variation de taux de la dette financière à court et moyen terme à taux variable (au moyen de contrats de SWAP avec un taux fixe ou de CAP avec un taux d'intérêt maximum couvrant une certaine période).

Ces dérivés sont initialement évalués au coût d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Le profit ou la perte résultant de l'instrument financier est comptabilisé directement dans les capitaux propres pour sa part efficace lorsqu'il existe une relation de couverture et en résultat de la période pour la part inefficace. L'instrument financier est lui rattaché au passif du bilan le concernant.

Couverture de matière première

Pour couvrir les risques de ses filiales sur les matières premières (gazole), le groupe VM Matériaux peut utiliser des SWAP de matières premières. Ces instruments financiers sont désignés comme des instruments de couverture de flux de trésorerie. La partie efficace de la variation de la juste valeur de l'instrument est directement enregistrée en contrepartie des capitaux propres. Le profit ou la perte résultant de la partie inefficace est comptabilisé directement en résultat financier.

> Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût le plus faible entre le coût historique et la valeur réalisable nette. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du premier entré-premier sorti (First-In-First-Out, FIFO) ou la méthode du coût moyen pondéré selon les activités.

Le coût des produits finis et d'en-cours de production inclut le coût des matières premières, le coût de la main d'œuvre directe, les coûts directs et les frais de production correspondants.

La valeur nette réalisable correspond au prix de vente estimé dans le cadre de l'activité normale, net des coûts restant à encourir pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

> Créances Clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur probable d'encaissement. Une estimation est faite pour les créances douteuses à partir d'une revue des créances dues à chaque clôture. Les pertes sur créances irrécouvrables sont passées en charges l'année de leur constatation.

> Affacturage

Les créances d'exploitation cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sont traitées comme ayant été intégralement payées lorsque le Groupe a transféré les risques et avantages liés à la propriété de ces actifs.

Le montant des créances cédées et encaissées dans le cadre d'un mandat de gestion conclu avec le factor est porté en dettes financières sous la rubrique "concours bancaires".

> Disponibilités / Trésorerie

Pour le bilan, le poste Disponibilités comprend les disponibilités bancaires et placements immédiatement disponibles. Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

Dans le tableau de financement, le poste "Trésorerie et équivalent de trésorerie" comprend les disponibilités bancaires, les valeurs mobilières de placement, nettes des concours bancaires courants.

> Capitaux propres

Les charges externes directement connectées à une émission d'actions nouvelles viennent en moins de la prime d'émission, nettes de taxes.

Lorsque la société ou ses filiales achètent leurs propres actions, le prix payé incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes est déduit des capitaux propres dans le poste "actions propres" jusqu'à leur cession. Au moment de leur cession, la plus ou moins value réalisée est comptabilisée en capitaux propres.

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte au titre de son capital et ne dispose pas de dettes gérées en tant que capital.

> Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes. Les emprunts sont ultérieurement comptabilisés à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes.

> Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable.

> Avantages du personnel

Engagements de retraite

Les sociétés du Groupe disposent de régimes de retraite à prestations définies qui définissent le montant de la prestation de retraite qui sera perçue par un salarié lors de son départ à la retraite.

Les engagements de retraite qui seront perçus par les salariés sont évalués suivant la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions collectives en vigueur de chaque société. Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.

La valeur actualisée des engagements ainsi évalués est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers.

La variation de cet engagement est comptabilisée en résultat opérationnel courant et en résultat financier selon la nature du sous-jacent.

Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres.

Paiements fondés sur des actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions, ainsi que les plans d'attribution gratuite d'actions, donnent lieu à l'enregistrement d'une charge constituée de l'espoir de gain pour les bénéficiaires de ces plans ; l'espoir de gain est calculé le jour du Directoire ayant mis en place les plans selon la méthode Black et Scholes. Cette charge est répartie sur la période d'acquisition (de 2 à 4 ans) en contrepartie d'une augmentation des réserves.

Les sommes perçues, lorsque les options sont levées, sont créditées aux postes "capital apporté" (valeur nominale) et "prime d'émission", nettes des coûts de transaction directement attribuables.

Participation, plans d'intéressement et primes

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre de la participation, des intéressements et des primes. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat d'un salarié. Le Groupe comptabilise ces indemnités de fin de contrat lorsqu'il est manifestement engagé à mettre fin au contrat de travail.

Coûts médicaux

Le Groupe n'a pas d'obligation au titre de coûts médicaux.

> Impôts courants et différés

Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêt des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si les entités possèdent un droit légal de compensation et relèvent de la même administration fiscale.

> Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Le Groupe dispose d'une seule catégorie d'instruments dilutifs : les plans d'options sur actions.

> Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la Société sont comptabilisées en tant que dette dans les états financiers du Groupe au cours de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires de la Société.

3 - Faits marquants

> Variation de périmètre

Les variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2008 sont les suivantes :

En janvier 2008, le Groupe a pris une participation de 50 % dans le capital de la société Havraise de Matériaux. Avec sept agences de négoce de Matériaux situées au Havre, à Rouen et à Caen, la Havraise de Matériaux a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 30,7 M€ avec 91 collaborateurs.

En janvier 2008, la société Sefimat a pris une participation de 51 % dans Leader Mat Guadeloupe et ses filiales Leader Mat West Indies et Brico Leader. La société Cottrell, contrôlée à 50 % par le groupe VM Matériaux et 50 % par Ares, a fait l'acquisition de 100 % des titres de Leader Mat Martinique. Ces sociétés regroupent 4 agences de négoce de matériaux basées en Guadeloupe, en Martinique et à Saint-Martin et ont réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 18,5 M€ avec 40 collaborateurs.

En avril 2008, le Groupe a pris une participation de 70 % dans le groupe

Bestkind implanté en Chine (Xiamen) et à Hong-Kong. Le groupe Bestkind, spécialisé dans le négoce de pierre naturelle pour l'aménagement extérieur et la décoration intérieure, a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 7,5 M\$ avec 30 collaborateurs.

En juin 2008, le Groupe a acquis 100 % des titres de la société L Diffusion, agence de négoce de matériaux implantée à Brioux-sur-Boutonne (79). La société a réalisé un chiffre d'affaires de 3,5 M€ en 2007 avec 8 salariés.

En juillet 2008, le groupe VM Matériaux a finalisé l'acquisition de la société BTP Charpentes, basée à Vouneuil (86). Cette société, intégrée à la branche d'activité Menuiserie Industrielle (Atlantem), a réalisé un chiffre d'affaires de 4,5 M€ en 2007 et compte 35 personnes.

Fin décembre 2008, le Groupe a également acquis la marque et le fonds de commerce Cominex France (filiale du groupe Rocamat), spécialiste de la distribution de pierre naturelle à destination des aménagements urbains.

Sur l'impact de ces variations de périmètre, voir note 29.

4 - Information sectorielle

> Secteur d'activité

Au 31 décembre 2008, le Groupe est structuré en 3 principaux secteurs d'activité :

- le Négoce de matériaux : distribution de matériaux de construction pour le bâtiment et les travaux publics,
- l'industrie du Béton : béton industriel, préfabriqué et prêt à l'emploi,
- la Menuiserie industrielle.

Résultats par secteur d'activité pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Total ventes	480 257	86 084	46 967	19 415	632 724
Inter-secteurs	-4 965	-9 506	-4 076	-17 697	-36 244
Ventes	475 292	76 578	42 891	1 718	596 479
Résultat opérationnel courant	20 771	5 088	3 727	3 804	33 390
Résultat opérationnel	21 167	6 105	3 727	3 789	34 788
Résultat financier	-	-	-	-	-3 540
Quote-part des résultats des entreprises associées	-	-	344	-	344
Résultat avant impôt	-	-	-	-	31 592
Impôt	-	-	-	-	-10 430
Résultat net	-	-	-	-	21 161

Résultats par secteur d'activité pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Total ventes	526 884	96 355	49 881	20 930	694 050
Inter-secteurs	-4 433	-10 367	-3 986	-19 197	-37 983
Ventes	522 451	85 988	45 895	1 733	656 067
Résultat opérationnel courant	21 194	6 648	3 000	3 155	33 997
Résultat opérationnel	21 194	6 648	3 000	3 155	33 997
Résultat financier	-	-	-	-	-4 503
Quote-part des résultats des entreprises associées	-	-	353	-	353
Résultat avant impôt	-	-	-	-	29 847
Impôt	-	-	-	-	-10 097
Résultat net	-	-	-	-	19 750

Autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur :

2007	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Amortissements	-4 393	-1 851	-1 536	-985	-8 765
Dépréciation des écarts acquisition	-	-	-	-	-
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des créances clients	-48	-417	21	-	-444
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des stocks	-200	10	-	-	-190

2008	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Amortissements	-4 979	-1 985	-2 007	-1 208	-10 179
Dépréciation des écarts acquisition	-	-	-	-	-
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des créances clients	-838	36	-11	-	-814
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des stocks	-875	86	-5	-	-794

Actifs et passifs sectoriels au 31 décembre 2007 ainsi que les acquisitions d'actifs pour l'exercice clos à cette date :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Élimination inter-secteur	Total Groupe
Actifs	259 260	57 533	28 970	38 351	-44 725	339 389
Entreprises associées	-	-	1 275	-	-	1 275
Total actifs	259 260	57 533	30 245	38 351	-44 725	340 664
Total dettes	214 678	37 950	16 986	22 035	-44 725	246 924
Total acquisitions immobilisations	5 285	3 398	6 565	1 944	-	17 192

Actifs et passifs sectoriels au 31 décembre 2008 ainsi que les acquisitions d'actifs pour l'exercice clos à cette date :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Élimination inter-secteur	Total Groupe
Actifs	278 016	66 255	28 443	43 240	-46 932	369 022
Entreprises associées	22	-	1 478	-	-	1 500
Total actifs	278 038	66 255	29 921	43 240	-46 932	370 522
Total dettes	218 129	44 098	16 331	29 483	-46 932	261 109
Total acquisitions immobilisations	5 132	4 027	1 960	2 186	-	13 305

> Secteur géographique

Au 31 décembre 2008, le Groupe ne dispose que d'un seul secteur géographique : la France.

5 - Immobilisations incorporelles

	Ecarts d'acquisition	Logiciels	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2007				
Coût	32 480	5 605	264	38 349
Amortissements et provisions	-7 130	-4 303	-13	-11 446
Dépréciation	-478	-	-	-478
Valeur nette comptable	24 872	1 302	251	26 425
Exercice 2007				
Valeur nette comptable à l'ouverture	24 872	1 302	251	26 425
Acquisitions	77	544	237	858
Cessions ou rebut	-	-	-	-
Variation de périmètre	16 559	3	84	16 646
Dotations aux amortissements	-	-561	-8	-569
Valeur nette comptable à la clôture	41 508	1 287	564	43 360
Au 31 décembre 2007				
Coût	49 116	6 299	662	56 077
Amortissements et provisions	-7 130	-5 012	-98	-12 240
Dépréciation	-478	-	-	-478
Valeur nette comptable	41 508	1 287	564	43 360
Exercice 2008				
Valeur nette comptable à l'ouverture	41 508	1 287	564	43 360
Acquisitions	-	524	1 369	1 893
Cessions ou rebut	-	190	-194	-4
Variation de périmètre	14 765	34	-	14 799
Dotations aux amortissements	-	-583	-11	-594
Ecart de conversion	613	-	-	613
Valeur nette comptable à la clôture	56 886	1 452	1 728	60 066
Au 31 décembre 2008				
Coût	64 494	6 964	1 835	73 293
Amortissements et provisions	-7 130	-5 512	-107	-12 749
Dépréciation	-478	-	-	-478
Valeur nette comptable	56 886	1 452	1 728	60 066

6 - Immobilisations corporelles

	Terrains constructions	Matériels et outillages	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2007				
Coût	68 827	29 882	26 310	125 019
Amortissements	-29 876	-20 599	-17 685	-68 160
Valeur nette comptable	38 951	9 283	8 625	56 859
Exercice 2007				
Valeur nette comptable à l'ouverture	38 951	9 283	8 625	56 859
Acquisitions	6 546	6 441	3 418	16 405
Cessions	-669	-95	-32	-796
Variation de périmètre	2 226	841	730	3 797
Dotations aux amortissements	-3 018	-2 823	-2 355	-8 196
Valeur nette comptable à la clôture	44 037	13 647	10 386	68 070
Au 31 décembre 2007				
Coût	78 799	37 093	31 342	147 234
Amortissements	-34 762	-23 446	-20 955	-79 163
Valeur nette comptable	44 037	13 647	10 386	68 070
Exercice 2008				
Valeur nette comptable à l'ouverture	44 037	13 647	10 386	68 070
Acquisitions	4 630	6 327	449	11 406
Cessions	-51	1	-209	-259
Variation de périmètre	2 234	318	482	3 034
Dotations aux amortissements	-3 336	-3 306	-2 937	-9 579
Ecart de conversion	-	5	13	18
Valeur nette comptable à la clôture	47 514	16 992	8 184	72 690
Au 31 décembre 2008				
Coût	86 952	43 697	31 220	161 869
Amortissements	-39 438	-26 705	-23 036	-89 179
Valeur nette comptable	47 514	16 992	8 184	72 690

Les crédits-bails mobiliers et immobiliers inclus ci-dessus, pour lesquels VM Matériaux est le preneur, sont :

	2008	2007
Coût	13 441	12 266
Amortissements	-8 792	-7 860
Valeur nette comptable	4 649	4 406

7 - Participations dans des entreprises associées

	2008	2007
Au 1 ^{er} janvier	1 275	1 237
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	353	344
Distribution de dividendes	-157	-306
Autres variations des capitaux	29	-
Valeur nette comptable	1 500	1 275

Les actifs, passifs (hors capitaux propres) et résultats des entreprises associées sont exposés ci-dessous :

	Actifs	Passifs	Ventes	Résultat	% Participation
2007					
Groupe Vendée Béton	13 132	10 346	28 668	800	34 %
Préfa Pays de Loire (PPL)	5 349	4 528	5 664	501	25 %
Total	18 481	14 874	34 332	1 301	
2008					
Groupe Vendée Béton	11 838	8 284	27 823	1 012	34 %
Préfa Pays de Loire (PPL)	6 590	5 092	5 891	325	25 %
Immo Athimat	480	435	-	-9	49 %
Total	18 908	13 811	33 714	1 328	

8 - Autres actifs financiers

	2008	2007
Valeur nette comptable à l'ouverture	2 082	1 063
Variation de l'exercice	-424	935
Variation de périmètre	169	81
Reprise provision	-	3
Au 31 décembre	1 827	2 082
Détail des autres actifs financiers		
	2008	2007
Titres divers et VMP	215	700
VMP Contrat de liquidité	37	116
Dépôts, prêts, cautionnements et autres	1 575	1 266
Au 31 décembre	1 827	2 082

9 - Stocks

	2008	2007
Matières premières	8 548	8 194
Travaux en cours	1 113	1 166
Produits intermédiaires et finis	2 116	1 233
Marchandises	82 563	77 305
Valeur brute	94 340	87 897
Provision pour dépréciation	-5 264	-4 207
Valeur nette	89 076	83 690

10 - Clients

	2008	2007
Créances clients	99 759	109 338
Provision pour dépréciation	-7 030	-5 713
Créances clients - net	92 729	103 626

Au cours de l'exercice, le Groupe a cédé des créances dans le cadre d'un contrat d'affacturation en contrepartie de trésorerie. En cas de défaillance des entités, le risque que le Groupe ne reçoive pas les flux de trésorerie des créances transférées n'est pas significatif et permet la décomptabilisation des créances cédées.

Au 31 décembre 2008, des créances sont provisionnées pour un montant de 7 030 K€. Les créances dépréciées concernent principalement des entreprises du bâtiment qui rencontrent des difficultés économiques. Le classement par antériorité de cette provision est le suivant :

	2008	2007
De 0 à 4 mois	-415	-463
De 4 à 12 mois	-1 966	-1 230
Plus de 12 mois	-4 649	-4 020
Total	-7 030	-5 713

Les créances cédées dans le cadre du contrat d'affacturation et exclues du poste clients s'élèvent à :

	2008	2007
Créances cédées	26 264	18 700

Au 31 décembre 2008, les créances nettes échues mais non dépréciées s'élèvent à 26 168 K€. Ces créances se rapportent à un certain nombre de clients qui n'ont pas d'historique récent de défaillance. Le classement par antériorité de ces créances est le suivant :

	Créances	Dont couvertes par assurance
De 0 à 4 mois	21 730	13 862
De 4 à 12 mois	3 433	2 181
Plus de 12 mois	1 005	500
Total	26 168	16 543

Le montant des créances échues couvertes par les assurances crédit est de 16 543 K€.

11 - Autres actifs courants

	2008	2007
Avances et acomptes	455	496
Créances diverses nettes	32 522	25 100
Charges constatées d'avance	1 967	1 800
Total	34 944	27 396

12 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2008	2007
Valeurs mobilières de placement	317	297
Disponibilités	16 910	10 409
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 227	10 706
Concours bancaires et escomptes (Note 15)	-16 266	-16 745
Trésorerie nette	961	-6 039

13 - Capital apporté

	Nombre d'actions	Dont nombre d'actions propres	Actions ordinaires	Primes	Actions propres	Total
Au 1^{er} janvier 2007	2 741 502	37 879	4 112	9 126	-2 055	11 183
Plans d'options sur actions réservés aux salariés						
- Valeur des services rendus	-	-	-	172	-	172
- Sommes reçues des émissions d'actions	110 865	-	166	4 700	-	4 866
Rachat d'actions propres	-	6 640	-	86	-612	-526
Contrat de liquidité	-	-619	-	-	28	28
Au 31 décembre 2007	2 852 367	43 900	4 278	14 084	-2 639	15 723

	Nombre d'actions	Dont nombre d'actions propres	Actions ordinaires	Primes	Actions propres	Total
Au 1^{er} janvier 2008	2 852 367	43 900	4 278	14 084	-2 639	15 723
Plans d'options sur actions réservés aux salariés						
- Valeur des services rendus	-	-	-	199	-	199
- Sommes reçues des émissions d'actions	1 300	-	2	15	-	17
Rachat d'actions propres	-	4 247	-	-218	-281	-499
Contrat de liquidité	-	1 736	-	-	-	-
Au 31 décembre 2008	2 853 667	49 883	4 280	14 080	-2 920	15 440

Les acquisitions d'actions propres, au cours de l'exercice, ont été effectuées en vue de leur attribution aux salariés dans le cadre des plans d'actions gratuites et des plans d'options d'achat.

> Stock-options

Des options sur actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés sans condition de performance. Le prix d'exercice des options octroyées est égal au prix du marché des actions à la date d'octroi. La levée des options est subordonnée à l'accomplissement de 2 à 4 années de service. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire.

Nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré :

	2008		2007	
	Prix d'exercice moyen pondéré (€)	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (€)	Nombre d'options
Au 1 ^{er} janvier	51,21	42 090	36,93	46 560
Octroyées	62,60	11 200	65,89	12 400
Exercées	17,60	-6 160	22,57	-16 870
Au 31 décembre	58,31	47 130	51,21	42 090

Sur les 47 130 options en circulation au 31 décembre 2008 (42 090 en 2007), 23 530 options (10 490 en 2007) pouvaient être exercées. 6 160 options (4 860 options d'achat et 1 300 options de souscription) ont été exercées

en 2008 au prix d'exercice moyen pondéré de 17,60 € : les options de souscription exercées ont donné lieu à l'émission de 1 300 actions de 1,50 €.

Dates d'expiration et prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice :

Type d'options	Année de départ d'exercice	Année d'expiration	Prix d'exercice (€)	Nombre d'options 2008	Nombre d'options 2007
Souscription	2006	2010	12,91	300	1 600
Souscription	2007	2011	9,08	800	800
Achat	2008	2012	15,99	2 300	6 800
Achat	2007	2013	54,68	7 730	8 090
Achat	2008	2014	61,26	12 400	12 400
Achat	2009	2015	65,89	12 400	12 400
Achat	2010	2016	62,60	11 200	-
				47 130	42 090

En mars 2008, 11 200 options d'achat d'actions ont été attribuées au prix d'exercice de 62,60 € par action. La juste valeur de ces options déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes ressort à 136 K€ (89 K€ en 2007). Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- prix de l'action à la date de l'octroi : 65,60 €
- prix d'exercice : 62,60 €
- taux d'intérêt annuel sans risque : 4 %
- volatilité : 27,01 %

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 2 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 2 ans. Compte tenu des options attribuées lors des exercices précédents, la charge de l'exercice 2008 est de 129 K€ (118 K€ en 2007).

> Actions gratuites

Des plans d'attribution d'actions gratuites ont également été mis en place par le Groupe en faveur de certains salariés.

Evolution du nombre d'actions gratuites sur la période :

Plan d'actions gratuites	Plan 2006	Plan 2007	Plan 2008
Date d'attribution	Janvier 2006	Mars 2007	Mars 2008
Nombre attribué à l'origine	960	800	1 310
Nombre en circulation au 1 ^{er} janvier 2008	960	800	-
Nombre annulé en 2008	-	50	-
Nombre exercé en 2008	960	-	-
Nombre en circulation au 31 décembre 2008	-	750	1 310

En mars 2008, 1 310 actions ont été attribuées gratuitement. La juste valeur de ces actions déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes ressort à 84 K€ (58 K€ en 2007). Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- prix de l'action à la date de l'octroi : 64,20 €
- taux d'intérêt annuel sans risque : 4 %
- volatilité : 27,01 %

L'attribution effective ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 2 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 2 ans. Compte tenu des actions attribuées lors des exercices précédents, la charge de l'exercice 2008 est de 71 K€ (53 K€ en 2007).

> Bons de souscription d'actions

En 2008, la société n'avait plus de bons de souscription d'actions en circulation.

14 - Autres passifs

> Autres passifs non courants

	2008	2007
Produits constatés d'avance	46	5
Dettes sur immobilisations ⁽¹⁾	1 706	750
Total autres passifs non courants	1 752	755

(1) Les dettes sur immobilisations concernent des dettes sur acquisitions de titres.

> Autres passifs courants

	2008	2007
Fournisseurs	115 701	124 524
Avances et acomptes	1 055	885
Dettes fiscales et sociales	27 115	27 909
Dettes sur immobilisations ⁽¹⁾	3 035	11 119
Autres dettes	3 565	2 526
Total autres passifs courants	150 471	166 963

(1) Les dettes sur immobilisations comprennent des dettes sur acquisition de titres.

> Dettes sur acquisition de titres

	2008	2007
Dettes sur acquisition de titres non courantes	1 706	750
Dettes sur acquisition de titres courantes	350	7 620
Total sur acquisition de titres	2 056	8 370

15 - Emprunts

> Variation des dettes financières au cours de l'exercice

	2008
Dettes financières au 1 ^{er} janvier	69 302
Variation de périmètre	6 213
Différence de change	327
Nouveaux emprunts	39 472
Remboursement d'emprunts	-18 123
Variation des découverts bancaires	-2 056
Autres variations (instruments financiers, Crédit Bail)	1 976
Dettes financières au 31 décembre	97 111

> Analyse des dettes financières

	2008	2007
Non courants		
- Emprunts bancaires	48 080	26 188
- Capital restant dû sur crédits bails et locations	1 693	1 546
- Emprunts et dettes financières diverses	9 296	10 483
Total I	59 069	38 218
Courant		
- Emprunts bancaires	12 900	7 490
- Capital restant dû sur crédits bails et locations	624	576
- Emprunts et dettes financières diverses	8 252	6 274
Total II	21 776	14 340
Total des emprunts et autres dettes financières (I+II)	80 845	52 558
Concours bancaires	14 454	13 097
Escomptes	1 812	3 648
Sous-total	16 266	16 745
Total des dettes financières	97 111	69 302

> Echéances des emprunts et autres dettes financières

	2008	2007
A moins d'un an	38 042	31 085
De 1 an à 5 ans	51 911	32 612
A plus de 5 ans	7 158	5 606
Au 31 décembre	97 111	69 302

16 - Instruments financiers dérivés

Pour contrôler son exposition au risque de taux, le Groupe a mis en place en 2008 des swaps de taux et un collar à échéance janvier 2010. Le montant nominal couvert est de 44 M€.

Le Groupe a également mis en place en 2008 un swap afin de couvrir son risque sur le gasoil. Le montant nominal couvert est de 3 600 tonnes pour l'année 2009.

Ces instruments financiers, désignés comme des instruments de couverture de flux de trésorerie, ont fait l'objet d'une documentation.

Au 31 décembre 2008, la juste valeur de ces instruments financiers comptabilisée au bilan est :

	2008	2007
Instruments financiers de matière 1 ^{re} (Actifs)	-	-
Instruments financiers de matière 1 ^{re} (Passifs)	-890	-
Instruments financiers de taux d'intérêts (Actifs)	-	-
Instruments financiers de taux d'intérêts (Passifs)	-675	-
Total net	-1 565	-

L'efficacité de la relation de couverture a été démontrée. Ainsi la variation de la juste valeur a été comptabilisée en capitaux propres et sera affectée en compte de résultat le jour de la réalisation et de l'enregistrement en compte de résultat de l'élément couvert.

17 - Exposition aux risques financiers

> Risque de taux

La politique et la gestion du risque de taux sont réalisées de manière consolidée par VM Matériaux. Le Groupe a pour objectif de maîtriser la charge de sa dette nette consolidée. La politique du Groupe vise à s'endetter principalement à taux variables. Afin de couvrir le risque d'une augmentation des taux d'intérêts sur dette existante, le Groupe est susceptible d'utiliser des instruments financiers tels que les SWAP de taux.

Ainsi, au cours de l'année 2008, le Groupe a mis en place des instruments financiers afin de couvrir son risque de taux de la dette financière à court et moyen terme (voir note 16).

La décomposition des emprunts et autres dettes financières entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	2008	2007
Emprunts à taux fixe	15 601	18 327
Emprunts à taux variable	65 244	34 230
Total	80 845	52 557

L'impact sur le résultat d'un changement de 100 points de base des taux d'intérêts aurait pour conséquence une augmentation maximum de 260 K€ de la charge financière des emprunts bancaires et des autres emprunts et dettes financières.

> Risque de liquidité

Le risque de liquidité est géré au niveau du Groupe. Les financements bancaires du Groupe contiennent les clauses d'engagements habituelles de ce type de contrat. Certains financements contiennent une clause de remboursement anticipé en cas de non respect du covenant financier.

	2008	2007
Emprunts soumis à covenants	3 555	4 150

Pour ces emprunts, les principaux cas d'exigibilité sont le non respect de l'un ou de l'autre de ces ratios financiers :

- Endettement à terme / capacité d'autofinancement moyenne des 3 derniers exercices < 4
- Capitaux propres consolidés / endettement à terme > 1

Au 31 décembre 2008, le groupe VM Matériaux satisfait à l'ensemble de ces covenants.

> Risque de change

Actuellement, le Groupe réalise principalement ses opérations dans la zone Euro. Ainsi, le risque de la variation des taux de change sur le résultat consolidé du Groupe n'est pas significatif.

Dans le cas où des risques de change réels et sérieux portant sur les ventes ou sur les coûts en devises deviendraient significatifs, le Groupe se laisse la possibilité de souscrire des instruments de couverture afin de se protéger contre les variations de taux de change.

> Risque actions et exposition aux risques de fluctuation des cours de bourse

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions, le Groupe est amené à intervenir sur son propre titre dans le respect de la réglementation. VM Matériaux a donné mandat à un intermédiaire financier en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres. Ce contrat est conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association Française des Entreprises d'Investissements (A.F.E.I.).

Les actions détenues au titre de participations non consolidées représentent une faible exposition aux risques et ne font pas l'objet de couverture.

> Risque de crédit

Le risque crédit est géré au niveau du Groupe. Le service "crédit client" évalue la qualité de crédit des clients sur la base de leur situation financière, des données historiques et d'autres facteurs. Des limites de risques sont fixées sur la base de notations internes et externes. L'utilisation de limites de crédit fait l'objet d'un suivi régulier.

Compte tenu du grand nombre de clients répartis dans plusieurs activités, il n'y a pas de concentration du risque de crédit sur les créances détenues par le Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a également souscrit des contrats d'assurance crédit.

> Risque sur le capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin de réduire le coût du capital.

Pour préserver ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut, notamment, ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe suit de près son capital en contrôlant son ratio d'endettement. En 2008, le Groupe a maintenu sa stratégie, qui consiste à maintenir un ratio inférieur ou égal à 100 %.

Au 31 décembre 2008 et 2007, les ratios d'endettement sont les suivants :

	2008	2007
Emprunts	97 111	69 302
Trésorerie et équivalents	17 227	10 706
Endettement net	79 884	58 597
Total des capitaux propres	109 414	93 740
Ratio d'endettement	73 %	63 %

L'évolution du ratio d'endettement s'explique par les investissements internes et externes réalisés en 2008.

18 - Impôts différés

Montants après compensation le cas échéant :

	2008	2007
Actifs d'impôts différés	462	458
Passifs d'impôts différés	-3 956	-3 001
Total	-3 494	-2 543
Variations des impôts différés :		
Au 1 ^{er} janvier	-2 543	-3 048
Impôts imputés au compte de résultat	-708	1 067
Impôts imputés directement en capitaux propres	-101	-110
Variation de périmètre	-142	-452
Au 31 décembre	-3 494	-2 543

19 - Engagements de retraite et avantages assimilés

Evolution de la valeur actuelle de l'obligation au titre des régimes à prestations définies :

	2008	2007	2006	2005
A l'ouverture	5 836	5 172	5 086	3 287
Variation de périmètre	281	559	26	30
Ecart actuariels	-303	-331	-263	1 604
Charge imputée au compte de résultat	838	701	619	424
Cotisations versées	-333	-265	-296	-259
A la clôture	6 319	5 836	5 172	5 086

Evolution de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies :

	2008	2007	2006	2005
Juste valeur des actifs au 1 ^{er} janvier	308	170	168	158
Variation de périmètre	115	117	-	-
Prestations	-	-	-3	-
Rendement attendu des actifs	44	21	5	10
Juste valeur des actifs au 31 décembre	467	308	170	168

Rapprochement des données au bilan avec l'obligation actuarielle des plans à prestations définies :

	2008	2007	2006	2005
Valeur actualisée de l'engagement	7 107	6 144	5 342	5 255
Juste valeur des actifs du régime	-467	-308	-170	-169
Changement de régime non reconnu	-321	-	-	-
Provisions comptabilisées au bilan	6 319	5 836	5 172	5 086

Décomposition de la charge totale comptabilisée au titre des régimes à prestations définies :

	2008	2007	2006	2005
Coût des services rendus	482	417	400	273
Coût financier	374	297	225	158
Amortissement des changements de régime	7	-	-	-
Rendement attendu des actifs dus	-25	-13	-6	-7
Montant total inclus dans les charges liées aux avantages du personnel (Notes 23 et 24)	838	701	619	424

Conformément à l'option permise par la norme IAS 19 révisée en décembre 2004, le Groupe comptabilise les gains et pertes actuariels sur les régimes à prestations définies directement en capitaux propres dans l'exercice.

Montants reconnus par capitaux propres (Sorie) présentés avant impôts et intérêts minoritaires :

	2008	2007	2006	2005
Gains/pertes actuariels cumulés au 31 décembre	825	1 128	1 459	1 744
Montants reconnus au cours de l'exercice	303	-331	-285	1 744
- Dont ajustements dus à l'expérience liés aux passifs et à l'actualisation	285	-323	-287	1 748
- Dont ajustements dus à l'expérience liés aux actifs	18	-8	2	-4

Principales hypothèses actuarielles retenues :

	2008	2007	2006
Taux d'actualisation	5,70 %	5,25 %	4,70 %
Taux d'augmentation future des salaires :			
- Cadres	3,50 %	3,25 %	3,25 %
- Non cadres	3,00 %	2,75 %	2,75 %

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées et de données historiques.

Suite à l'accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2008 entré en vigueur le 21 juillet 2008, à la loi n°2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail, ainsi qu'au décret du 18 juillet 2008 n°2008-715 qui ont modifié le montant des indemnités de rupture, le Groupe a décidé de ne pas changer ses hypothèses de calcul, dans l'attente d'une clarification de l'accord et sur la base de ses pratiques actuelles. Ces hypothèses sont basées sur le départ volontaire à la retraite à l'initiative du salarié.

En cas d'application de ces nouvelles dispositions aux indemnités de départ en retraite, la valeur actuarielle de l'obligation, la provision à comptabiliser au bilan et la charge 2008 auraient été au maximum de :

En K€	2008
Valeur actualisée de l'engagement	11 384
Juste valeur des actifs du régime	-467
Changement de régime non reconnu	-4 501
Provisions comptabilisées au bilan	6 416
Charge	1 166

20 - Provisions pour autres passifs

	Engagements de retraite	Médailles du travail	Litiges	Autres	Total
Au 1 ^{er} janvier 2008	5 836	261	476	328	6 901
Dotations	-	13	227	697	937
Reprise de montants inutilisés	-	-	-17	-25	-42
Reprise de montants utilisés	-	-3	-257	-450	-709
Variation de périmètre	282	-	-	248	530
Avantages du personnel	201	-	-	-	201
Au 31 décembre 2008	6 319	271	429	798	7 818

21 - Autres produits et charges

	2008	2007
Créances irrécouvrables	-2 828	-2 390
Autres indemnités assurances clients	1 456	1 293
Subventions d'exploitation reçues	97	114
Quote-part opérations faites en commun	91	77
Plus-values de cessions courantes	213	311
Autres	610	1 201
Net charges (-) et produits (+)	-361	606

22 - Autres produits et charges opérationnels

	2008	2007
Ecart d'acquisition négatif	-	1 017 ⁽¹⁾
Plus ou moins valeur de cession de biens immobiliers	-	381
Total autres produits (+) et charges (-) opérationnels	-	1 398

(1) La reprise à la juste valeur des actifs (principalement les stocks) et des passifs de l'une des acquisitions de la période, a permis de dégager un écart d'acquisition négatif de 1 017 K€. Cet écart d'acquisition négatif a été comptabilisé au 31 décembre 2007 en "Autres produits et charges opérationnels".

23 - Charges liées aux avantages du personnel

	2008	2007
Traitements et salaires	69 066	61 399
Charges sociales	26 591	23 901
Intérimaires	3 203	3 007
Intéressement et participation	6 588	7 252
Charges de retraite	490	417
Paievements en actions	199	173
Total	106 137	96 149

Effectif moyen Equivalent Temps Plein sur la période :

	2008	2007
Effectif ETP	2 614	2 412

24 - Charges et produits financiers

	2008	2007
Dividendes	250	131
Gains de change	277	27
Autres produits financiers	539	256
Produits financiers	1 067	414
Charges d'intérêts	-4 953	-3 386
Charges d'intérêts sur engagements retraite	-348	-284
Pertes de change	-205	-10
Autres charges financières	-64	-273
Charges financières	-5 570	-3 953
Charges et produits financiers	-4 503	-3 540

25 - Charge d'impôt sur le résultat

	2008	2007
Impôts courants	-9 389	-11 497
Impôts différés	-708	1 067
Total	-10 097	-10 430

L'impôt sur le résultat du Groupe est différent de l'impôt théorique qui ressortirait du taux d'imposition réel applicable aux résultats des sociétés consolidées en raison des éléments suivants :

	2008	2007
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	19 397	20 818
Impôts courants et différés	10 097	10 430
Résultat avant impôts	29 494	31 248
Déficits des filiales n'ayant pas généré d'impôts différés	671	264
Résultats des filiales non soumises à IS	-166	-178
Retraitements divers	594	-554
Résultat fiscal consolidé	30 593	30 780
IS au taux normal en vigueur	10 198	10 260
IS au taux réduit	-249	-58
Gain d'impôts différés lié au changement de taux	-	-
Contribution sociale	208	255
Réductions d'impôts diverses	-60	-39
Autres	-	11
Total impôts de l'exercice	10 097	10 430

26 - Résultats par action

> Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la société.

	2008	2007
Résultat net part du Groupe en milliers d'€	18 954	20 849
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	2 803 242	2 734 721
Résultat de base par action (en €)	6,76	7,62

> Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif. La société possède un seul type d'instrument ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions. Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être acquises à la juste valeur (soit le cours boursier annuel moyen de l'action VM Matériaux). Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

	2008	2007
Résultat net part du Groupe en milliers d'€	18 954	20 849
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	2 803 242	2 734 721
Ajustements :		
- souscription potentielle d'actions à la levée des bons de souscription	-	-
- options sur actions	2 304	16 985
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué	2 805 546	2 751 707
Résultat dilué par action (en €)	6,76	7,58

27 - Dividende par action

	2008	2007
Nombre d'actions composant le capital au 1 ^{er} janvier	2 852 367	2 741 502
Montant total du dividende versé (en milliers d'€)	5 904	4 316
Dividende par action versé (en €)	2,10	1,60

28 - Actifs et passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des garanties bancaires et autres éléments survenant dans le cadre habituel de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs.

	2008	2007
Garanties données à des tiers	40 397	23 907
Engagements de rachat de sociétés	16 217	12 273
Autres	100	300
Total	56 714	36 480

Des engagements de rachats fermes de titres ont été signés selon une formule de prix déjà fixée. Ces engagements sont comptabilisés dans le bilan consolidé.

Dans le Cadre du Droit Individuel à la Formation (DIF), le volume d'heures de formation acquis par les salariés s'élève à 180 074 heures.

29 - Regroupements d'entreprises

En 2007, le Groupe a acquis les participations suivantes :

Sociétés	Filiale de	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode	Date d'entrée
BETON 17	Financière VM Béton	100,00 %	100,00 %	IG	01/2007
EUROMAT	VM Distribution	100,00 %	99,84 %	IG	01/2007
PAUL THEBAULT	Euromat	100,00 %	99,84 %	IG	01/2007
CIOB MOISAN	Atlantem Industries	100,00 %	100,00 %	IG	01/2007
SOFIMO I	Atlantem Industries	100,00 %	100,00 %	IG	01/2007
QUARTZ ⁽¹⁾	Atlantem Industries	100,00 %	100,00 %	IG	02/2007
JOSEPH COTTRELL	Sefimat	49,99 %	49,99 %	IP	01/2007
POINT BOIS	Sefimat	50,00 %	50,00 %	IP	03/2007
FONCIERE XYLO	Sefimat	50,00 %	50,00 %	IP	03/2007
VM REUNION ⁽²⁾	Sefimat	100,00 %	100,00 %	IG	06/2007
FARGEAUDOUX	VM Distribution	100,00 %	99,84 %	IG	07/2007
EXELPAN	VM Distribution	100,00 %	99,84 %	IG	07/2007
ISILAND	VM Distribution	50,00 %	49,92 %	IP	07/2007

IG : Intégration globale - IP : Intégration proportionnelle - ME : Mise en équivalence

(1) Création de la société "Quartz", qui a acquis le 1er février 2007, la branche d'activité Quartz, département de la société Hydro Building Systems (HBS), spécialiste français de la gamme aluminium pour le bâtiment (Technal, Wicon, Architectural Systems), et filiale du groupe Norvégien Norsk Hydro.

(2) Création de la société en juin 2007.

Le Groupe a également pris une participation complémentaire de 55 % dans le capital de la société Financière Blavet et détient 100 % du capital de cette société au 31 décembre 2007.

Cette prise de participation complémentaire a pour impact d'augmenter le pourcentage d'intérêt du Groupe dans la société Atlantem et ses filiales de 81,85 % à 100 %.

En 2008, le Groupe a acquis les participations suivantes :

Sociétés	Filiale de	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode	Date d'entrée
HM MATERIAUX	VM Distribution	50,00 %	49,92 %	IP	01/2008
LM GUADELOUPE	Sefimat	51,00 %	51,00 %	IG	01/2008
LM WEST INDIES	LM Guadeloupe	51,00 %	51,00 %	IG	01/2008
BRICO LEADER	LM Guadeloupe	51,00 %	51,00 %	IG	01/2008
LM MARTINIQUE	Cottrell	50,00 %	49,99 %	IP	01/2008
GROUPE IMMO ATHIMAT	Sefimat	49,00 %	49,00 %	ME	01/2008
VM CHINA	VM Asia LTD	100,00 %	100,00 %	IG	04/2008
BESTKIND	VM Asia LTD	100,00 %	100,00 %	IG	04/2008
CODIPAC	VM Asia LTD	100,00 %	100,00 %	IG	04/2008
SAN XIANG DA	VM China	100,00 %	100,00 %	IG	04/2008
L DIFFUSION	VM Distribution	100,00 %	99,84 %	IG	06/2008
BTP CHARPENTES	Atlantem Industries	100,00 %	100,00 %	IG	07/2008

Le Groupe a également acheté, en décembre 2008, le fonds de commerce Cominex France.

> Incidence des acquisitions sur la trésorerie du Groupe

Prix d'acquisition	-21 663
Trésorerie et équivalent de trésorerie des filiales acquises	6 403
Variation de la dette sur acquisition de titres	-5 704
Incidence des acquisitions sur la trésorerie du Groupe	-20 964

Sur les dettes sur acquisition, voir note 14.

> Ecart d'acquisition et actifs nets liés aux acquisitions

Au 31 décembre 2008, les actifs nets et l'écart d'acquisition résultant de ces opérations se détaillent comme suit :

	2008	2007
Montant des titres acquis	21 304	25 508
Coûts directs liés aux acquisitions	359	101
Total du prix d'acquisition	21 663	25 609
Juste valeur des actifs nets des participations acquises	-6 899	-7 571
Juste valeur des actifs nets des participations complémentaires	-	-1 479
Ecart d'acquisition	14 764	16 559

Les écarts d'acquisition de la période ont été affectés principalement aux UGT de l'activité Négoce.

Détail de la juste valeur des actifs nets des participations acquises :

Trésorerie nette des sociétés acquises	6 403
Immobilisations	3 250
Besoin en fonds de roulement	5 474
Provisions pour risques et charges	-529
Dettes financières	-4 565
Dettes sur acquisitions	-62
Intérêts minoritaires	-3 072
Total	6 899

> Incidence des acquisitions sur le compte de résultat

En M€	2008	2008 à périmètre constant	Ecart
Chiffre d'affaires	656,0	609,8	46,2
ROC	33,9 5,2 %	30,4 5,0 %	3,5 -
Résultat net	19,7 3,0 %	17,6 2,9 %	2,1 -

30 - Opérations entre parties liées

> Transactions avec entreprises liées

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent les opérations avec les sociétés mises en équivalence et en intégration proportionnelle.

	2008	2007
Vente de biens et services	3 828	3 703
Achat de biens et services	8 196	8 297
Créances	1 596	1 336
Dettes	3 489	3 577

> Rémunération des dirigeants (hors charges sociales)

	2008	2007
Rémunérations brutes et avantages en nature	1 584	1 651
- Dont part fixe	1 020	978
- Dont part variable	564	673
Charge de retraite IAS 19 estimée	13	13
Paiements fondés sur des actions	129	118
Indemnités de fin de contrat	-	-
Total	1 726	1 782

31 - Liste des filiales et participations

> Société consolidante

VM MATERIAUX	85260	L'Herbergement
--------------	-------	----------------

> Sociétés intégrées

			Méthode de consolidation	% contrôle	% intérêts
Négoce de matériaux de construction					
VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	99,84	99,84
SNC VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,63
VM CENTRE LOIRE	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
SARL BOIS DU BERRY	36270	Eguzon-Chantome	IG	75,00	74,88
PAUL THEBAULT	17000	La Rochelle	IG	100,00	99,84
FARGEAUDOUX	33320	Eysines	IG	100,00	99,84
EXELPAN	33320	Eysines	IG	100,00	99,84
ISILAND	33320	Eysines	IP	50,00	49,92
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
EUROMAT	17000	La Rochelle	IG	100,00	99,84
SUMACA CENTRE	87000	Limoges	IG	100,00	99,84
SCI JACATTE	24480	Le Buisson-de-Cadouin	IG	50,00	49,92
SCI JACMI	85180	Le Château-d'Olonne	IG	100,00	99,84
SCI DE LA PLAINE	41110	Saint-Aignan-sur-Cher	IG	100,00	99,84
SCI CROZET	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,84
HM MATERIAUX	76058	Le Havre	IP	50,00	49,92
L DIFFUSION	79170	Brioux-sur-Boutonne	IG	100,00	99,84
SEFIMAT	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
SAPRO MARTINIQUE	97200	Fort-de-Fance	IG	100,00	100,00
LA DIMENSION	97300	Cayenne	IG	100,00	100,00
SAPRO GUADELOUPE	97122	Baie Mahault	IG	99,95	99,95
SOREPRO	97491	Saint-Denis	IG	100,00	99,99
VM SEFIMAT	97122	Baie Mahault	IG	99,90	99,90
JOSEPH COTTRELL	97232	Le Lamentin	IP	49,99	49,99
POINT BOIS	97300	Cayenne	IP	50,00	50,00
VM REUNION	97410	Saint-Pierre	IG	100,00	100,00
SCI FLORENCE	97200	Le Lamentin	IG	50,00	50,00
SCI GUILLAUME	97300	Cayenne	IG	50,00	50,00
SCI JULIE	97122	Baie Mahault	IG	100,00	100,00
SNC FONCIERE XYLO	97300	Cayenne	IP	50,00	50,00
LM GUADELOUPE	97110	Pointe-à-Pitre	IG	51,00	51,00
LM WEST INDIES	97150	Saint Martin	IG	51,00	51,00
BRICO LEADER	97139	Les Abymes	IG	51,00	51,00
LM MARTINIQUE	97232	Le Lamentin	IP	49,99	49,99
GROUPE IMMO ATHIMAT	97232	Le Lamentin	ME	49,00	49,00
VM ASIA Limited		Hong Kong	IG	100,00	100,00
BESTKIND		Hong Kong	IG	100,00	100,00
CODIPAC		Hong Kong	IG	100,00	100,00
SAN XIANG DA		Xiamen	IG	100,00	100,00
VM CHINA		Hong Kong	IG	100,00	100,00
Industrie du béton & béton prêt à l'emploi					
NAULLET	85000	La Roche-sur-Yon	IG	99,94	99,94
VENDEE BETON CONTROLE	85140	Sainte-Florence	IG	74,90	83,43
VM BETON AQUITAIN	85260	L'Herbergement	IG	74,98	74,98
VM BETON SERVICES	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
VM DISTRIBUTION BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,84
VM BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
BETON 17	17000	La Rochelle	IG	100,00	100,00
PREFA PAYS DE LOIRE (PPL)	85600	St-Georges-de-Montaigu	ME	24,99	24,99
GROUPE VENDEE BETON	85260	L'Herbergement	ME	34,00	34,00
FINANCIERE VM BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
Menuiserie Industrielle					
ATLANTEM INDUSTRIES	56920	Noyal-Pontivy	IG	100,00	100,00
QUARTZ	56920	Noyal-Pontivy	IG	100,00	100,00
CIOB MOISAN	56120	Pleugriffet	IG	100,00	100,00
BTP CHARPENTES	86580	Vouneuil-sous-Biard	IG	100,00	100,00
FINANCIERE BLAVET	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
SCI DUCLOS	22120	Hillion	IG	100,00	100,00
SCI MAIZIERES	10510	Maizières-la-Grande-Paroisse	IG	100,00	100,00
SCI SOFIMOI	56120	Pleugriffet	IG	100,00	100,00
Activités Diverses					
Holdings					
QUADRA	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
Société de transport					
SARL T.B.M.	86580	Vouneuil-sous-Biard	IG	100,00	99,84

IG : Intégration globale - IP : Intégration proportionnelle - ME : Mise en équivalence

32 - Evolution du périmètre

Sociétés	Négoce	Béton	Menuiserie	Activités diverses	Total
Intégration Globale					
1 ^{er} janvier	28	8	7	2	45
Nouvelles sociétés consolidées	8	-	1	-	9
Sociétés absorbées	-3	-	-	-	-3
Sociétés sorties du périmètre	-	-	-	-	-
Changement de méthode de consolidation	-	-	-	-	-
31 décembre	33	8	8	2	51
Intégration Proportionnelle					
1 ^{er} janvier	4	-	-	-	4
Nouvelles sociétés consolidées	2	-	-	-	2
Sociétés absorbées	-	-	-	-	-
Sociétés sorties du périmètre	-	-	-	-	-
Changement de méthode de consolidation	-	-	-	-	-
31 décembre	6	-	-	-	6
Mise en équivalence					
1 ^{er} janvier	-	2	-	-	2
Nouvelles sociétés consolidées	1	-	-	-	1
Sociétés absorbées	-	-	-	-	-
Sociétés sorties du périmètre	-	-	-	-	-
Changement de méthode de consolidation	-	-	-	-	-
31 décembre	1	2	-	-	3
Total	40	10	8	2	60

Les sociétés fusionnées au cours de l'année 2008 sont Megnien Distribution, Montauban Matériaux et Standard.

33 - Evénements post-clôture

> Variation de périmètre

En janvier 2009, la société Sefimat a réalisé l'acquisition de la société BTP Services. Cette société implantée à la Réunion et spécialisée dans le négoce de matériaux pour les Travaux Publics, se positionne comme leader sur son marché. En 2008, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 18 M€. Elle emploie 18 personnes.

> Autres événements

Les agences du Groupe basées aux Antilles ont été contraintes de réduire ou d'arrêter temporairement leurs activités en janvier et février suite à la grève générale qui a débuté le 20 janvier 2009.



Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société VM Matériaux, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note du paragraphe 2 de l'annexe aux comptes consolidés – "Principes comptables et règles de consolidation" relative aux écarts d'acquisition, expose la méthode de suivi de leur valeur. Les estimations retenues ont été établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement et s'inscrivent dans le contexte de la crise économique et financière actuelle, tel que décrit dans la note du paragraphe 2 de l'annexe relative à "l'utilisation des estimations".

Nos travaux ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des modalités retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES
le 15 avril 2009

Les Commissaires aux comptes

GROUPE Y BOISSEAU
Emmanuel BOQUIEN

ERNST & YOUNG ATLANTIQUE
François MACE

Comptes annuels 2008 de VM Matériaux

Bilan au 31 décembre 2008

Actif

En milliers d'euros	2008			2007
	Brut	Amortissements	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Concessions, brevets et droits similaires	5 000	3 887	1 113	1 069
Fonds commercial et droit au bail	6	6	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	1 367	-	1 367	387
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 373	3 893	2 480	1 456
Terrains	887	335	552	565
Constructions	2 966	1 766	1 200	1 321
Installations techniques, matériel et outillage industriels	30	24	6	8
Autres	3 532	2 527	1 005	797
Immobilisations corporelles en cours	10	-	10	70
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 425	4 652	2 773	2 762
Participations	33 939	-	33 939	30 939
Autres titres immobilisés	39	-	39	39
Autres	2 967	1 399	1 568	2 766
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	36 945	1 399	35 547	33 744
Total	50 743	9 944	40 800	37 962
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés sur commandes	365	-	365	359
Créances clients et comptes rattachés	7 561	-	7 561	7 278
Autres créances	22 532	5	22 527	24 053
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	143	-	143	94
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	591	-	591	483
Total	31 192	5	31 187	32 267
TOTAL GENERAL	81 935	9 948	71 987	70 228

Comptes annuels 2008 de VM Matériaux

Bilan au 31 décembre 2008

Passif

En milliers d'euros	2008	2007
CAPITAUX PROPRES		
Capital	4 280	4 279
Primes d'émission, de fusion, d'apport	13 386	13 371
Réserve légale	428	411
Réserves réglementées	541	541
Autres réserves	16 014	13 514
Report à nouveau	4 479	5 166
Résultat de l'exercice	8 562	7 733
Provisions réglementées	100	88
CAPITAUX PROPRES	47 790	45 103
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	122	375
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 343	7 135
Emprunts et dettes financières divers	10 067	10 826
Sous-total	17 410	17 961
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 639	1 248
Dettes fiscales et sociales	3 758	5 133
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	628	402
Autres dettes	61	6
Total dettes	23 496	24 750
Ecart de conversion passif	578	-
TOTAL GENERAL	71 987	70 228

Comptes annuels 2008 de VM Matériaux

Compte de résultat

En milliers d'euros	2008	2007
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Montant net du chiffre d'affaires	21 498	19 674
Subvention d'exploitation	13	-
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges	3 089	2 141
Autres produits		
Total produits d'exploitation	24 600	21 815
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Autres achats et charges externes	9 203	7 382
Impôts, taxes et versements assimilés	567	524
Salaires et traitements	6 786	6 028
Charges sociales	2 895	2 451
Dotations aux amortissements	1 063	762
Dotations aux provisions	3	-
Autres charges	67	64
Total charges d'exploitation	20 584	17 211
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 016	4 604
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	7 081	5 193
Autres intérêts et produits assimilés	1 693	914
Reprises sur provisions	-	3
Différence positive de change	14	-
Produits nets sur cessions V.M.P.	9	44
Produits financiers	8 797	6 154
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations provisions	1 399	-
Intérêts et charges assimilées	1 375	919
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	86	-
Charges financières	2 860	919
RESULTAT FINANCIER	5 937	5 235
RESULTAT COURANT avant impôt	9 953	9 839
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	3	52
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	297	18
Produits exceptionnels	300	70
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations en capital	293	83
Dotations aux amortissements et provisions	52	252
Charges exceptionnelles	345	335
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-45	-264
Participation des salariés	17	123
Intéressement des salariés	592	619
Impôts sur les bénéfices	737	1 099
RESULTAT NET	8 562	7 733

Comptes annuels 2008 de VM Matériaux

Annexe aux comptes sociaux

1 - Faits significatifs de l'exercice

> Dépréciation des actions propres

Suite à la baisse du cours de l'action VM Matériaux, la société a comptabilisé une dépréciation de 1 399 K€ (cf. 3.1)

> Prise de participation complémentaire

En décembre 2008, la société a pris une participation complémentaire dans le capital de la société SEFIMAT suite à une augmentation de capital, par compensation avec un compte courant pour un montant de 3 000 K€.

> Composition du Conseil de Surveillance

Christian Cunaud, membre du Conseil de Surveillance de VM Matériaux et Président du groupe Salmon Arc en Ciel, est décédé le 5 août 2008.

2 - Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément au Plan Comptable Général 1999 et aux principes généralement admis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Conformément aux règlements n° 2002-10 et n° 2004-06, la société VM Matériaux applique, depuis le 1^{er} janvier 2005, les nouvelles règles comptables en matière de définition, de valorisation et de dépréciation des actifs.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges. Les frais d'acquisition de titres de participation font l'objet d'un retraitement extra-fiscal.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et elles sont composées essentiellement de logiciels amortis en linéaire sur 2 à 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les éléments de l'actif immobilisé font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la nature et les conditions probables d'utilisation des biens.

Les taux et durées généralement retenus sont les suivants :

Terrains		
Agencements et aménagements des terrains	10 ans	Linéaire
Constructions		
Constructions structure	30 ans	Linéaire
Constructions toiture	20 ans	Linéaire
Agencements et aménagements des constructions	10 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage		
Matériel et outillage industriels	3 à 5 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles		
Matériel de transport	3 à 4 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	3 à 10 ans	Linéaire

Participations, autres titres immobilisés, VMP

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute des titres. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité. Les perspectives de rentabilité sont établies en fonction des

informations disponibles lors de leur établissement et s'inscrivent dans le contexte de la crise économique et financière actuelle dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision. Lorsque la quote-part de la société dans les capitaux propres des participations est négative, et si la situation le justifie, une provision pour risque est constituée.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques est constatée sur les plans d'options d'achat d'actions dès lors que la valeur d'achat prévue au plan est inférieure au prix moyen de revient des actions détenues ou à acquérir par la société. Pour les actions à acquérir, le prix d'acquisition retenu est le cours de bourse du dernier jour de l'exercice.

Intégration fiscale

Composition :

- SARL QUADRA
- SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION
- SA VM DISTRIBUTION
- SARL SUMACA CENTRE
- SAS VM CENTRE LOIRE
- SCI DE LA PLAINE
- SA NAULLET
- SARL FINANCIERE VM BETON
- SNC VM BETON SERVICES
- SARL VM BETON
- SARL VM DISTRIBUTION BETON
- SAS TBM
- SAS ATLANTEM
- SAS MOISAN
- SAS QUARTZ
- SAS FINANCIERE BLAVET

Règle :

Les déficits des filiales intégrées sont récupérés sur le bénéfice du Groupe par la mère. Les filiales déficitaires récupèrent leurs déficits sur leurs premiers bénéfices si elles restent dans le Groupe intégré.

3 - Notes annexes au bilan et au compte de résultat

Les états financiers sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire.

> Etat des immobilisations

	31/12/07	Immobilisations acquises Reclassement	Immobilisations sorties	31/12/08
Immobilisations incorporelles	4 930	1 445	2	6 373
Terrains et agencements	878	9	-	887
Constructions et agencements	2 958	8	-	2 966
Installations techniques, matériel et outillage	29	1	-	30
Autres immobilisations corporelles	2 882	698	48	3 532
Immobilisations en cours	70	10	70	10
Immobilisations corporelles	6 816	726	118	7 425
Titres de participation	30 940	3 000	-	33 940
Autres titres immobilisés	39	-	-	39
Actions propres ⁽¹⁾	2 479	485	204	2 760
Autres créances immobilisées contrat de liquidité ⁽¹⁾	116	-	82	34
Actions propres contrat de liquidité ⁽¹⁾	160	37	36	161
Prêts, autres immobilisations financières	11	2	-	13
Immobilisations financières	33 744	3 524	322	36 945
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	45 491	5 695	442	50 743

⁽¹⁾ Détail des actions propres et du contrat de liquidité :

	Nombre		Prix moyen d'acquisition (€)	Cours au 31/12/08 (€)	Montant (K€)		
	31/12/07	31/12/08			Total	Provision	Dépréciation
Actions propres (a)	41 851	46 098	59,87	33,50	2 760	92	1 354
Actions propres contrat liquidité	2 050	3 785	-	-	161	-	45
Autres créances immobilisées contrat liquidité	1 114	130	-	-	14	-	-

(a) Actions détenues conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 23 Mai 2008.

Une provision pour risque de 92 K€ a été constatée pour couvrir les moins values liées aux levées de stock-options et à l'attribution d'actions gratuites.

Une provision pour dépréciation des actions propres de 1 399 K€ a également été comptabilisée suite à la chute du cours de l'action VM Matériaux. Le montant de cette dépréciation est égal à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur moyenne du cours du mois de décembre.

> Etat des amortissements sur immobilisations

	31/12/07	Dotations	Reprises	31/12/08
Immobilisations incorporelles	3 475	418	-	3 893
Terrains et agencements	313	22	-	335
Constructions et agencements	1 637	129	-	1 766
Installations techniques, matériel et outillage	21	3	-	24
Autres immobilisations corporelles	2 084	491	48	2 527
Immobilisations corporelles	4 055	645	48	4 652
TOTAL AMORTISSEMENTS	7 530	1 063	48	8 545

> Echéances des créances

	Total au 31/12/07	Total au 31/12/08	Ventilation		
			- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Autres immobilisations financières	11	13	-	9	4
Créances clients	7 278	7 561	7 561	-	-
Personnel et comptes rattachés	177	214	214	-	-
Etat - impôts et taxes	141	875	875	-	-
Groupe et associés	23 593	21 283	21 283	-	-
Débiteurs divers	147	159	159	-	-
Comptes de régularisation	483	591	591	-	-
Total	31 830	30 696	30 683	9	4

> Informations sur la variation des capitaux propres

	Capital (1)	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Provisions	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2006	4 112	8 674	16 817	7 131	69	36 803
MOUVEMENTS 2007						
Affectation résultat 2006	-	-	7 131	-7 131	-	-
Variation capital	166	4 697	-	-	-	4 864
Distribution dividende	-	-	-4 316	-	-	-4 316
Résultat de l'exercice	-	-	-	7 733	-	7 733
Provisions réglementées	-	-	-	-	19	19
Situation au 31 décembre 2007	4 279	13 371	19 633	7 733	87	45 103
MOUVEMENTS 2008						
Affectation résultat 2007	-	-	7 733	-7 733	-	-
Variation capital	2	15	-	-	-	17
Distribution dividende	-	-	-5 904	-	-	-5 904
Résultat de l'exercice	-	-	-	8 562	-	8 562
Provisions réglementées	-	-	-	-	12	12
Situation au 31 décembre 2008	4 281	13 386	21 461	8 562	100	47 790

(1) Le nombre d'actions composant le capital social en fin d'exercice est de 2 853 667 avec une valeur nominale de 1,50 €.

> Etat des provisions inscrites au bilan

	31/12/07	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	31/12/08
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	88	12	-	-	100
Sous total	88	12	-	-	100
Provisions pour risques et charges					
Sur valorisation des stock-options	349	40	297	-	92
Sur organismes sociaux	9	-	-	-	9
Médailles du travail	16	3	-	-	19
Sous total	375	43	297	-	121
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations financières	-	1 399	-	-	1 399
Créances diverses	5	-	-	-	5
Sous total	5	1 399	-	-	1 404
TOTAL PROVISIONS	467	1 454	297	-	1 625
Dotations et reprises d'exploitation	-	3	-	-	-
Dotations et reprises financières	-	1 399	-	-	-
Dotations et reprises exceptionnelles	-	52	297	-	-

> Echéances des dettes

	Total au 31/12/2007	Total au 31/12/2008	Ventilation		
			- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 135	7 343	1 234	4 752	1 357
Groupe et associés	10 826	10 067	10 067	-	-
Dettes d'exploitation	6 381	5 397	5 397	-	-
Dettes sur immobilisations	402	628	628	-	-
Autres dettes	6	61	61	-	-
Comptes de régularisation	-	578	578	-	-
Total	24 750	24 074	17 965	4 752	1 357

Les emprunts et financements d'exploitation sont, en général, basés sur l'Euribor 3 mois et l'EONIA majoré des commissions bancaires. Afin de couvrir son risque, la société a mis en place au cours de l'année les instruments suivants ►

Echéance janvier 2010	Montant	10 000 K€	Taux couvert	4,00 %
Echéance janvier 2010	Montant	10 000 K€	Taux couvert	4,20 %
Echéance janvier 2010	Montant	10 000 K€	Taux couvert	3,88 %
Echéance décembre 2009	Montant	7 000 K€	Taux couvert	3,88 %
Echéance décembre 2009	Montant	7 000 K€	Taux couvert	3,65 %

Au 31 décembre 2008, la juste valeur de ces instruments financiers fait apparaître une perte de 675 K€.

> Charges et produits - Régularisations - Charges à payer

	31/12/08	31/12/07
Charges à payer		
Emprunts et dettes financières diverses	532	468
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	375	380
Dettes fiscales et sociales	1 923	2 132
Dettes sur immobilisations	352	220
Autres dettes	12	-
Total charges à payer	3 194	3 200
Charges constatées d'avance		
	591	483
Produits constatés d'avance		
	-	-
Produits à recevoir		
Clients et comptes rattachés	2 216	3 589
Autres créances	1 546	942
Total produits à recevoir	3 762	4 531

> Informations sur les postes concernant les entreprises liées

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
DETTES		
Emprunts et dettes financières diverses	7 625	1 610
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44	3
Autres dettes	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Participations	33 861	78
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés	4 521	287
Autres créances	21 223	59
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	440	52
PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations	6 904	177
Intérêts et produits assimilés	1 338	59

> Engagements financiers

	31/12/08	31/12/07
ENGAGEMENTS DONNES		
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions	31 495	25 644
Nantissements de titres de participation	-	-
Autres	100	300
Total	31 595	25 944
ENGAGEMENTS RECUS		
Avals, cautions et garanties	-	-
Autres engagements reçus	-	-
Total	-	-
ENGAGEMENTS RECIPROQUES		
Crédit-bail	-	-
Total	-	-

AUTRES ENGAGEMENTS	31/12/08	31/12/07
Montant des engagements en matière de retraite	983	861

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés mais inscrits en engagements hors bilan, selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées désignée par la norme IAS 19.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2008	2007
Taux d'actualisation	5,70 %	5,25 %
Taux d'augmentation future des salaires :		
- Cadres	3,50 %	3,25 %
- Non cadres	3,00 %	2,75 %

> Crédit bail

Il n'y a plus de contrat de crédit-bail en cours au 31 décembre 2008.

> Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Bases				Impôt (33,33 %)
	Compte résultat	Réintégrations	Déductions	Total	
Résultat courant	9 953	752	6 829	3 876	1 292
Résultat exceptionnel	-45	-	-	-45	-14
Intéressement et participation	-609	17	123	-715	-238
Plus values long terme	-	-	-	-	-
Déduction liée à l'intégration fiscale	-419	-	-	-419	-140
Total	8 880	769	6 952	2 697	899
Imputation déficits antérieurs	-	-	-	-	-
Impôt réel des filiales intégrées	-	-	-	-	6 095
Crédits d'impôt	-	-	-	-	-59
Contribution sociale de 3,3 %	-	-	-	-	206
Montant total de l'impôt à payer					7 141
Montant de l'impôt reversé par les filiales intégrées					-6 404
Montant de l'impôt net comptable					737

> Situation fiscale latente

Situation de VM Matériaux indépendamment de l'intégration fiscale :

	Bases			Impôt théorique (33,33 %)
	Au 31/12/2007	Variation	Au 31/12/2008	
Décalages temporaires				
Charges non déductibles	223	-90	133	44
Ecart de conversion passif	-	578	578	193
Total impôt sur situation fiscale latente	223	488	711	237

> Produits et charges exceptionnels

PRODUITS	
Cessions d'immobilisations corporelles	4
Reprise provision pour risques et charges	297
Total	301
CHARGES	
VNC des immobilisations corporelles cédées	1
Mali sur rachat actions propres	112
Charges exceptionnelles diverses	180
Dotations provisions pour risques et charges	40
Dotations amortissements dérogatoires	12
Total	345

Suite à l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 entré en vigueur le 21 juillet 2008, à la loi n°2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail, ainsi qu'au décret du 18 juillet 2008 n°2008-715 qui ont modifié le montant des indemnités de rupture, la société a décidé de ne pas changer ses hypothèses de calcul, dans l'attente d'une clarification de l'accord et sur la base de ses pratiques actuelles.

La valeur actuarielle de l'obligation en cas d'application de ces nouvelles dispositions serait de 946 K€.

Droit Individuel à la Formation

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation (DIF), le volume d'heures de formation acquis par les salariés s'élève à 10 012 heures.

> Informations sociales

Effectif réparti par catégorie socio-professionnelle :

INSCRITS	Au 31/12/2008	Au 31/12/2007
Etam	89	83
Cadres et assimilés	78	68
Total	167	151

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction :

	2008	2007
Rémunération brute globale des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	1 584	1 651

> Plan d'options d'achat ou de souscription d'actions

	Plan 2003	Plan 2004	Plan 2005	Plan 2006	Plan 2007	Plan 2008
Date de l'Assemblée	9 juin 00	9 juin 00	9 juin 00	10 juin 05	10 juin 05	10 juin 05
Date du Directoire	24 mars 03	2 fév. 04	29 mars 05	16 jan. 06	3 jan. 07	3 mars 08
Nombre d'options attribuées aux mandataires	3 600	4 600	10 000	10 000	10 800	11 200
Nombre d'options attribuées aux salariés	2 200	2 200	2 400	2 400	1 600	-
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou acquises	5 800	6 800	12 400	12 400	12 400	11 200
Point de départ d'exercice des options	24 mars 07	2 fév. 08	29 mars 07	16 jan. 08	3 jan. 09	3 mars 10
Date d'expiration	23 mars 11	1 fév. 12	28 mars 13	15 jan. 14	2 jan. 15	2 mars 16
Prix d'achat ou de souscription	9,08 €	15,99 €	54,68 €	61,26 €	65,89 €	62,60 €
Nombre d'options annulées	-	-	-	-	-	-
Nombre d'options levées	5 000	4 500	4 670	-	-	-
Nombre d'options restantes	800	2 300	7 730	12 400	12 400	11 200

La valeur de l'action retenue pour l'assiette de la contribution sociale est de 65,60 € par action.

> Attributions gratuites d'actions

Date d'attribution	Mars 2007	Mars 2008
Nombre	800	1 310
Période d'attribution	2 ans	2 ans
Période de conservation	2 ans	2 ans

> Honoraires commissariat aux comptes

Honoraires payés ou provisionnés au cours des exercices 2008 et 2007 (clôture le 31 décembre).

En milliers d'euros	ERNST & YOUNG ATLANTIQUE				GROUPE Y BOISSEAU			
	Montant		Répartition		Montant		Répartition	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Audit								
Commissariat aux comptes, certification des comptes, examen des comptes sociaux et consolidés	46	44	-	-	46	44	-	-
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	12	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	58	44	100 %	100 %	46	44	100 %	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal et social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	58	44	100 %	100 %	46	44	100 %	100 %

Filiales et participations

En milliers d'euros	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (% du capital)	Intégration fiscale	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT	Résultats de l'exercice	Dividendes encaissés par la société consolidante au cours de l'exercice (*)
					Brute	Nette					
FILIALES (+ de 50 %) DE VM MATERIAUX											(*) dividendes comptabilisés
SAS VENDEE BETON CONTRÔLE Ste-Florence	46	752	74,90 %	-	684	684	-	75	6 302	212	175
SARL VM BETON AQUITAINE L'Herbergement	76	287	74,98 %	-	57	57	1 416	101	5 626	67	-
SA NAULLET La Roche-sur-Yon	152	1 838	99,92 %	A	1 219	1 219	2 059	75	12 815	317	200
SAS ATLANTEM INDUSTRIES Noyal Pontivy	627	18 818	67,00 %	A	8 401	8 401	-	8 331	84 162	3 885	942
SARL QUADRA L'Herbergement	66	824	100,00 %	A	457	457	-	-	-	299	-
SAS SEFIMAT L'Herbergement	4 894	4 094	99,99 %	-	10 147	10 147	5 393	2 719	1 076	1 012	-
SAS FINANCIERE BLAVET L'Herbergement	2 287	573	100,00 %	-	4 029	4 029	1 218	-	-	397	150
SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION L'Herbergement	3 958	8 099	94,93 %	A	8 465	8 465	3 852	8 420	-	2 455	5 422
SARL FINANCIERE VM BETON L'Herbergement	100	-45	100,00 %	A	100	100	543	1 070	5	8	-
SAS T.B.M Vouneuil-sous-Biard	300	463	100,00 %	A	300	300	-	-	2 266	160	-
PARTICIPATIONS (10 à 50 %) DE VM MATERIAUX											
SAS VENDEE BETON L'Herbergement	153	1 995	34,00 %	-	53	53	-	50	22 472	486	85
SA PREFE PAYS DE LOIRE St-Georges-de-Montaigu	178	1 773	24,98 %	-	25	25	-	30	12 912	325	92
FILIALE DE FINANCIERE BLAVET											
SAS ATLANTEM INDUSTRIES Noyal-Pontivy	627	18 818	33,00 %	-	4 137	4 137	-	-	84 162	3 885	-
FILIALES DE FINANCIERE VM DISTRIBUTION											
SA VM DISTRIBUTION L'Herbergement	5 973	29 541	99,84 %	A	11 539	11 539	-	10 625	435 731	9 524	-
SAS VM CENTRE LOIRE L'Herbergement	183	1 298	100,00 %	A	5 613	1 481	60	-	-	60	-
VM ASIA Hong Kong	-	-592	-	-	-	-	4 872	-	184	-783	-
FILIALES DE FINANCIERE VM BETON											
SNC VM BETON SERVICES L'Herbergement	1	-37	99,00 %	A	1	1	121	-	1 146	-60	-
SARL VM BETON L'Herbergement	1	-1	100,00 %	A	1	1	-	-	-	-	-
SAS BETON 17 La Rochelle	110	395	100,00 %	-	1 667	1 667	-	-	2 090	130	-
FILIALES DE VM DISTRIBUTION											
SCI JACATTE Le Buisson-Cadouin	236	80	50,00 %	-	27	27	-	-	90	62	-
SARL SUMACA CENTRE Limoges	114	194	100,00 %	A	276	276	-	-	41	34	-
SCI JACMI Le Château-d'Olonne	76	71	100,00 %	-	38	38	-	-	49	38	-
SNC VM DISTRIBUTION L'Herbergement	4	3 489	98,76 %	-	3	3	-	-	5 143	3 489	16
SCI DE LA PLAINE Saint-Aignan	2	124	100,00 %	A	166	166	-	-	145	69	-
SARL VM DISTRIBUTION BETON L'Herbergement	10	-1	100,00 %	A	10	10	-	-	-	-	-
SCI CROZET L'Herbergement	10	-13	99,00 %	-	10	10	-	-	198	58	-
SAS EUROMAT La Rochelle	1 500	1 995	100,00 %	-	7 462	7 462	10	-	178	47	-
SAS FARGEAUDOUX Eysines	200	367	100,00 %	-	1 849	1 849	123	-	2 611	84	-
SARL EXELPAN Eysines	328	-88	100,00 %	-	10	10	-	-	710	28	-
SARL ISILAND Eysines	108	144	50,00 %	-	54	54	-	-	1 151	69	-
SAS HM MATERIAUX Le Havre	1 350	1 920	50,00 %	-	5 055	5 055	-	-	32 543	610	-
SAS L DIFFUSION Brioux-sur-Boutonne	90	324	100,00 %	-	1 000	1 000	211	-	4 148	136	-
SARL BOIS DU BERRY Eguzon-Chantôme	80	885	75,00 %	-	226	226	-	-	3 838	208	-

A - Groupe fiscal intégré de VM Matériaux

En milliers d'euros	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (% du capital)	Intégration fiscale	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT	Résultats de l'exercice	Dividendes encaissés par la société consolidante au cours de l'exercice (*)
					Brute	Nette					
FILIALE DE SAS EUROMAT											
SAS PAUL THEBAULT La Rochelle	200	771	100,00 %	-	2 035	2 035	-	-	10 937	-662	-
FILIALES D' ATLANTEM INDUSTRIES											
SCI DUCLOS Hillion - St-Brieuc	8	118	100,00 %	-	8	8	-	-	222	53	-
SCI MAIZIERES Maizières-la-Grande-Paroisse	15	106	100,00 %	-	250	250	-	-	60	18	-
SAS CIOB MOISAN Pleugriffet	313	2 379	100,00 %	-	4 581	4 581	-	-	4 513	233	-
SAS QUARTZ Portet-sur-Garonne	750	-74	100,00 %	-	750	750	-	-	13 859	-352	-
SCI SOFIMOI Pleugriffet	2	41	100,00 %	-	198	198	-	-	14	1	-
SAS BTP CHARPENTES Vouneuil-sous-Biard	736	620	100,00 %	-	3 300	3 300	-	-	4 156	200	-
FILIALES (+ DE 50 %) DE SEFIMAT											
SAS SAPRO MARTINIQUE Fort-de-France	259	1 589	100,00 %	-	1 726	1 726	-	-	5 821	376	-
SAS LA DIMENSION Guyane	75	840	100,00 %	-	596	596	-	-	2 530	26	-
SAS SAPRO GUADELOUPE Guadeloupe	160	540	100,00 %	-	253	253	-	-	4 495	125	-
SAS SOREPRO La Réunion	285	2 371	100,00 %	-	1 785	1 785	-	-	11 841	200	-
SAS VM SEFIMAT Guadeloupe	50	1 082	100,00 %	-	50	50	-	-	7 127	245	-
SCI JULIE Guadeloupe	15	187	100,00 %	-	44	44	-	-	137	19	-
SAS VM REUNION La Réunion	300	-8	100,00 %	-	300	300	-	-	1 323	3	-
SAS LEADER MAT Guadeloupe	160	5 773	51,00 %	-	5 100	5 100	-	-	8 814	3 327	-
PARTICIPATIONS (10 à 50 %) DE SEFIMAT											
SCI FLORENCE Martinique	2	262	50,00 %	-	1	1	-	-	251	177	-
SCI GUILLAUME Guyane	2	102	50,00 %	-	111	111	-	-	125	102	-
SAS JOSEPH COTTRELL Martinique	1 260	2 610	49,99 %	-	5 300	5 300	-	-	40 080	965	-
SAS POINT BOIS Guyane	360	1 121	50,00 %	-	493	493	-	-	5 421	962	-
SNC FONCIERE XYLO Guyane	30	21	50,00 %	-	143	143	-	-	67	17	-
SAS IMMO ATHIMAT Martinique	50	-9	49,00 %	-	25	25	-	-	-	-9	-
FILIALE DE JOSEPH COTTRELL											
SAS LEADER MAT Martinique	80	429	100,00 %	-	2 200	2 200	-	-	6 150	160	-
FILIALES DE LEADER MAT GUADELOUPE											
SARL BRICO LEADER Guadeloupe	50	-93	51,00 %	-	26	26	-	-	3 831	-53	-
SARL LM WEST INDIES Guadeloupe	8	1 675	100,00 %	-	8	8	-	-	4 879	785	-
FILIALES DE VM ASIA											
VM CHINA Chine		-13	70,00 %	-	-	-	-	-	-	-13	-
BESTKIND Hong Kong		173	70,00 %	-	3 038	3 038	-	-	3 518	429	-
CODIPAC Hong Kong		4	70,00 %	-	853	853	-	-	2 704	286	-
FILIALES DE VM CHINA											
SAN XIANG DA Xiamen	316	328	100,00 %	-	658	658	-	-	5 319	-109	-

Résultats financiers des cinq derniers exercices

En euros	DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/04 12 mois	31/12/05 12 mois	31/12/06 12 mois	31/12/07 12 mois	31/12/08 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE						
Capital social		2 035 038	2 040 777	4 112 253	4 278 551	4 280 501
Nombre d'actions :						
- ordinaires		1 356 692	1 360 518	2 741 502	2 852 367	2 853 667
- à dividende prioritaire (sans droit de vote)		-	-	-	-	-
Nombre maximum d'actions à créer :						
- par conversion d'obligations		-	-	-	-	-
OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE						
Chiffre d'affaires HT		14 091 398	16 267 456	17 297 852	19 674 007	21 497 673
Résultat avant impôt, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions		6 924 149	8 116 645	9 340 242	9 950 582	11 536 994
Impôt sur les bénéfices		927 419	1 593 068	1 197 814	1 098 748	737 343
Participation des salariés		132 409	197 514	271 704	123 378	17 262
Dotations aux amortissements et provisions		1 558 797	-309 342	739 425	995 333	2 219 953
Résultat net		4 305 524	6 635 405	7 131 299	7 733 123	8 562 436
Résultat distribué		2 984 722	4 081 554	4 386 403	5 989 971	5 136 601
RESULTAT PAR ACTION						
Résultat après impôt, participation des salariés, avant dotations aux amortissements et provisions		4,32	4,65	2,87	3,06	3,78
Résultat après impôt, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions		3,17	4,88	2,60	2,71	3,00
Dividende attribué		2,20	3,00	1,60	2,10	1,80
PERSONNEL						
Effectif moyen des salariés		113	113	119	132	152
Masse salariale de l'exercice		4 394 017	4 952 182	5 387 530	6 027 658	6 786 130
Sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)		1 841 845	2 052 562	2 259 835	2 450 560	2 894 540

Rapport des commissaires aux comptes

établi en application du dernier alinéa de l'article L.225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance de la société VM Matériaux.

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société VM Matériaux et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil de surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES
le 15 avril 2009

Les Commissaires aux comptes

GROUPEY BOISSEAU
Emmanuel BOQUIEN

ERNST & YOUNG ATLANTIQUE
François MACE



Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société VM Matériaux, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels, sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note "Participations, autres titres immobilisés, VMP" du paragraphe 2 de l'annexe – "Principe et méthodes comptables", relative aux titres de participation, présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation conduisant à la constitution éventuelle d'une dépréciation, et précise que les perspectives de rentabilité sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement et s'inscrivent dans le contexte de la crise économique et financière actuelle.

Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

- Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables relatives au traitement des actions propres, telles qu'exposées aux notes 1 et 3-1 de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés, ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES
le 15 avril 2009

Les Commissaires aux comptes

GROUPEY BOISSEAU
Emmanuel BOQUIEN

ERNST & YOUNG ATLANTIQUE
François MACE

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclus au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L. 225-86 du code de commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

> Cautions accordées par la SA VM Matériaux à ses filiales

Les cautions données par votre société en faveur de ses filiales font l'objet d'une rémunération calculée sur la base de 0,1 % du montant des encours au 31 décembre 2008.

Le montant facturé à ce titre par votre société à la clôture de l'exercice s'élève à 31 356 € HT et se détaille comme suit :

Sociétés cautionnées	Encours au 31/12/2008 en euros	Rémunération de l'exercice en euros
ATLANTEM INDUSTRIES	8 331 000	8 331
VM BETON AQUITAIN	100 598	101
VM DISTRIBUTION	10 624 900	10 625
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	8 420 199	8 420
P.P.L.	30 000	30
VENDEE BETON	50 000	50
NAULLET	75 000	75
FINANCIERE VM BETON	1 070 400	1 070
SEFIMAT	2 578 571	2 579
VENDEE BETON CONTROLE	75 000	75
TOTAL	31 355 668	31 356

> Avances en comptes courants

Votre société a bénéficié au cours de l'exercice d'avances en comptes courants de personnes physiques et morales, rémunérées au taux de 6,21 %.

Ces avances se détaillent comme suit :

Prêteurs	Solde créditeur au 31/12/2008 en euros	Charge d'intérêts de l'exercice en euros
ROBIN Hubert	55 972	8 331
ROBIN Olivier	32 470	101
SOFIRO	11 373	10 625
SICAT	227 119	8 420
TOTAL	326 934	27 477

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES
le 15 avril 2009

Les Commissaires aux comptes
GROUPE Y BOISSEAU ERNST & YOUNG ATLANTIQUE
Emmanuel BOQUIEN François MACE

Résolutions

Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 juin 2009

> Première résolution

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance :

- des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance sur la gestion de la société pendant l'exercice écoulé et sur les comptes dudit exercice du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008,
- du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels,
- des rapports du président du Conseil et des commissaires aux comptes prévus aux articles L225-68 et L225-235 du code de commerce sur le contrôle interne,

approuve les comptes dudit exercice tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et faisant apparaître un bénéfice de 8 562 436,22 €.

> Deuxième résolution

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du code général des impôts, s'élevant à 29 393 €, ainsi que l'impôt correspondant s'élevant à 10 097 €.

> Troisième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus aux membres du Directoire de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé et donne décharge aux membres du Conseil de Surveillance de l'accomplissement de leur mission.

> Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire sur la gestion du Groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, faisant apparaître un résultat net consolidé de 19 750 307 € (dont part du Groupe 18 954 479 €).

> Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 8 562 436,22 € auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 4 478 691,38 €, soit 13 041 127,60 € de la façon suivante :

- dotation à la réserve légale : 195,00 €
- distribution aux actionnaires d'un dividende de 1,80 € par action : 5 136 600,60 €
- affectation à la réserve facultative : 3 500 000,00 €
- le solde au poste "report à nouveau" : 4 404 332,00 € étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

En application de l'article 243bis du C.G.I. et des nouvelles dispositions fiscales,

- il est précisé que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2° du code général des impôts, sauf option pour le prélèvement forfaitaire libératoire,

- il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	
	par action	global ⁽¹⁾
2005	1,50 €	4 081 554 €
2006	1,60 €	4 386 403 €
2007	2,10 €	5 989 971 €

(1) Montant incluant les actions d'autodétention

L'Assemblée décide que ce dividende sera mis en paiement à compter du 12 juin 2009.

> Sixième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes prévu par les articles L225-88 et suivants du code de commerce, prend acte qu'aucune convention nouvelle n'y est mentionnée.

> Septième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide de fixer à 54 400 € le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance, au titre de l'exercice 2008.

> Huitième résolution

L'Assemblée Générale nomme Monsieur Xavier BIOTTEAU, demeurant 30 allée de l'Ecusson à SAINT-PIERRE-MONTLIMART (49), aux fonctions de membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de Monsieur Christian CUNAUD et pour la durée restant à courir de son mandat, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

> Neuvième résolution

L'Assemblée Générale prend acte du changement de dénomination sociale du commissaire aux comptes titulaire EXCO ATLANTIQUE qui devient ERNST & YOUNG ATLANTIQUE.

> Dixième résolution

L'Assemblée Générale prend acte du changement de dénomination sociale du commissaire aux comptes titulaire BOISSEAU & Associés qui devient GROUPE Y BOISSEAU.

> Onzième résolution

L'Assemblée Générale autorise le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée, conformément aux dispositions des articles L225-209 et suivants du code de commerce et à celles du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, à procéder à des achats d'actions de la société, afin de :

- attribuer les titres rachetés aux mandataires sociaux et/ou salariés de la société ou de son Groupe dans le cadre des plans d'options d'achat

d'actions, des attributions gratuites d'actions, au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion ou dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,

- remettre les actions de la société, à la suite de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, aux porteurs des dites valeurs mobilières,
- conserver ces actions et les remettre à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- animer le marché ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'autorité des marchés financiers.

Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées par la société dans le cadre de la présente délégation ne pourra excéder 150 000 titres. Le nombre des actions détenues en exécution de la présente autorisation ne pourra également excéder 10 % du capital social.

Le prix d'achat maximal par la société de ses propres actions ne pourra excéder 100 € par action, le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pouvant être supérieur à 15 000 000 €.

L'Assemblée Générale confère au Directoire tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation et effectuer toutes formalités nécessaires à son exécution.

Cette autorisation annule et remplace celle précédemment donnée par l'Assemblée Générale ordinaire du 23 mai 2008.

> Douzième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion pour effectuer tous dépôts, publications et formalités nécessaires.



www.vm-materiaux.fr
Siège social : Route de la Roche-sur-Yon - BP 7
85260 L'Herbergement
Tél. 02 51 08 08 08 - Fax 02 51 42 47 90
E-mail : vm@vm-materiaux.fr

